Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 15

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 18 gennaio 1963 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652 361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1962

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 dicembre 1962, n. **1811.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione consolare tra l'Italia e la Jugoslavia conclusa a Roma il 3 dicembre 1960.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione consolare fra l'Italia e la Jugoslavia conclusa a Roma il 3 dicembre 1960.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 47 della Convenzione medesima.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 dicembre 1962

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — TAVIANI — BOSCO — TRABUCCHI — MACRELLI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Convenzione consolare fra l'Italia e la Jugoslavia

(Roma, 3 dicembre 1960)

CONVENTION CONSULAIRE

ENTRE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE

Le *Président de la République Italienne* et le *Président de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie,*

Animés du désir de régler les relations consulaires entre la Yougoslavie et l'Italie,

Convaincus de contribuer ainsi à promuovoir les relations d'amitié existant entre les deux Pays,

Ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir:

Le Président de la République Italienne

Monsieur Antonio SEGNI, Ministre des affaires étrangères;

Le Président de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie

Monsieur Koča POPOVIĆ, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme,

Sont convenus des dispositions suivantes:

PREMIÈRE PARTIE

Définitions

Article premier

Aux termes de la présente Convention:

1) l'expression « Etat d'envoi » désigne la Haute Partie contractante qui nomme le consul;

2) l'expression « Etat d'admission » désigne la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle le consul exerce ses attributions;

3) l'expression « ressortissant » désigne aussi toute personne morale et autres organismes constitués sur le territoire de l'une ou de l'autre Haute Partie contractante en conformité de leurs législations;

4) l'expression « consulat » ou « poste consulaire » désigne tout office consulaire;

5) l'expression « siège du consulat » désigne les villes, ports ou localités où se trouve un consulat;

6) l'expression « locaux consulaires » désigne tout immeuble ou toute partie d'immeuble utilisé pour le fonctionnement d'un consulat;

7) l'expression « archives consulaires » désigne toute correspondance officielle, documents et actes du consulat ainsi que tous les meubles de bureau et les locaux destinés à la garde des archives;

8) l'expression « consul » désigne toute personne nommée par les autorités compétentes de l'Etat d'envoi à laquelle les autorités compétentes de l'Etat d'admission ont délivré l'exequatur ou une autorisation provisoire ou autre, lui permettant d'agir en qualité de consul général, de consul, de consul adjoint, de vice-consul ou d'agent consulaire.

Le consul peut être consul de carrière ou consul honoraire. Le consul de carrière doit être ressortissant de l'Etat d'envoi; le consul honoraire peut aussi être ressortissant de l'Etat d'admission.

9) l'expression « employé de consulat » désigne toute personne qui remplit une tâche consulaire d'exécution sans avoir d'autres activités professionnelles ou lucratives. Cette expression ne s'appliquera pas aux personnes employées exclusivement à l'entretien des locaux consulaires ou à d'autres travaux domestiques.

DEUXIÈME PARTIE

Admission des consuls et circonscriptions consulaires

Article 2

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra établir des consulats sur le territoire de l'autre Partie avec le consentement de celle-ci.

2. Le siège du consulat, son rang et sa circonscription seront fixés d'un commun accord entre l'Etat d'admission et l'Etat d'envoi.

3. Aucune modification ultérieure ne pourra être apportée par l'Etat d'envoi au siège du consulat, à son rang et à sa circonscription qu'avec le consentement de l'Etat d'admission. Le déplacement ou la fermeture d'un poste consulaire pourra faire l'objet d'une demande motivée de l'Etat d'admission.

4. Sauf accord contraire, le consul ne pourra exercer ses fonctions en dehors de sa circonscription qu'avec le consentement de l'Etat d'admission.

Article 3

1. Les consuls seront admis et reconnus par l'Etat d'admission conformément à la législation dudit Etat en vertu des lettres de provision ou de document similaire présenté.

2. Sur la vue des lettres de provision du consul ou d'un document similaire l'Etat d'admission délivrera l'exequatur ou une autre autorisation dans le plus bref délai possible et sans frais.

3. Le consul ne pourra procéder à l'exercice de ses attributions consulaires qu'après délivrance des documents visés au paragraphe 2 ci-dessus ou, en cas de besoin, d'une autorisation provisoire lui permettant d'exercer ses attributions en attendant la délivrance du document définitif.

4. L'exequatur ou tout autre document visé au paragraphe 2 ci-dessus ne peut être refusé ou retiré que pour des motifs graves.

5 L'Etat d'envoi fixera le nombre nécessaire de consuls dans chacun de ses postes consulaires sur le territoire de l'Etat d'admission.

A défaut d'accord exprès à ce sujet, l'Etat d'admission pourra refuser d'accepter le nombre fixé par l'Etat d'envoi s'il estime qu'il dépasse les limites de ce qui est raisonnable et normal eu égard aux circonstances et conditions qui règnent dans la circonscription consulaire et aux besoins du consulat dont il s'agit.

L'Etat d'envoi notifiera à l'Etat d'admission la nomination de ses consuls aux postes consulaires conformément aux dispositions qui précèdent. Pour la nomination des consuls honoraires, ressortissants de l'Etat d'admission, l'Etat d'envoi demandera au préalable le consentement de l'Etat d'admission.

6. L'Etat d'admission fera connaître sans délai à ses autorités compétentes la nomination des consuls. Lesdites autorités seront tenues de prendre toutes mesures nécessaires permettant aux consuls d'exercer leurs attributions et de jouir des droits, privilèges et immunités qui leur sont reconnus par la présente Convention

Article 4

Les consuls de carrière, chefs de postes consulaires, auront le droit de désigner des agents consulaires sur leur circonscription sous réserve du consentement de l'Etat d'admission.

Les agents consulaires seront munis d'un brevet délivré à cet effet par le consul qui les a nommés et sous les ordres duquel ils sont placés.

Sous réserve des alinéas précédents, les dispositions de l'article 3 de la présente Convention seront applicables aux agents consulaires.

Article 5

1. L'Etat d'envoi aura le droit d'employer dans ses postes consulaires le nombre nécessaire de personnes qui pourront être ses propres ressortissants ou des ressortissants de l'Etat d'admission.

2. L'Etat d'admission pourra refuser d'accepter le nombre d'employés fixé par l'Etat d'envoi s'il estime qu'il dépasse les limites de ce qui est raisonnable et normal eu égard aux circonstances et conditions qui règnent dans la circonscription consulaire et aux besoins du poste consulaire dont il s'agit.

3. Le chef du poste consulaire fera connaître aux autorités désignées par l'Etat d'admission les noms et les adresses des employés visés au premier alinéa du présent article.

4. L'Etat d'envoi rappellera l'employé de consulat ou mettra fin à ses fonctions auprès du poste consulaire, selon le cas, si l'Etat d'admission estime qu'il existe des motifs pour demander le rappel ou la cessation des fonctions.

Article 6

Un consul qui n'est pas chef de poste ou bien un employé de consulat ressortissant de l'Etat d'envoi pourra être chargé d'exercer à titre intérimaire les fonctions du consul chef de poste consulaire décédé ou empêché par suite de maladie, d'absence ou pour toute autre cause. L'entrée en fonction de l'intérimaire sera notifiée à l'Etat d'admission.

L'intérimaire pourra bénéficier des dispositions de la présente Convention concernant les chefs de postes jusqu'au moment où le chef titulaire du poste consulaire reprendra son activité ou jusqu'à la nomination d'un nouveau chef de poste consulaire.

TROISIÈME PARTIE

Immunités et privilèges

Article 7

1. L'Etat d'envoi pourra, sur le consentement préalable de l'Etat d'admission et dans les conditions et formalités fixées par la législation de celui-ci, acquérir, dans le territoire de l'Etat d'admission, la propriété ou l'usage permanent, sous tout régime légalement reconnu sur ce territoire, des terrains, édifices ou parties d'édifices et dépendances, lorsqu'il en a besoin pour installer un consulat ou la résidence des consuls de carrière et, éventuellement, des employés de consulat ressortissant de l'Etat d'envoi.

2. L'Etat d'envoi aura le droit de construire, pour les besoins énumérés au paragraphe précédent, des édifices sur les terrains qu'il aura acquis.

3. Il est entendu que l'Etat d'envoi aura l'obligation de se conformer à la réglementation en matière de construction immobilière ou d'urbanisme et aux limitations en vigueur dans la région où se trouvent situés les terrains, édifices, parties d'édifices ou dépendances dont il est question aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article 8

1. L'écusson aux armes ou l'emblème national de l'Etat d'envoi pourra être placé sur l'enceinte et sur le mur extérieur du bâtiment dans lequel le consulat est installé, avec une inscription appropriée désignant le consulat dans la langue officielle dudit Etat. Cet écusson ou cet emblème national et cette inscription pourront également être placés sur la porte d'entrée du consulat ou à proximité.

2. Le drapeau de l'Etat d'envoi pourra être arboré au consulat aux jours de solennité publique et dans les circonstances d'usage.

3. Les consuls, chefs de postes, pourront également apposer les armoiries ou l'emblème de l'Etat d'envoi et arborer le pavillon dudit Etat sur les véhicules, les navires et les aéronefs utilisés par eux dans l'exercice de leurs attributions.

4. Chacune des Hautes Parties contractantes assurera le respect et la protection desdits drapeaux, écussons, emblèmes et pavillons.

Article 9

1. Conformément aux principes reconnus de droit international, les archives consulaires sont en tout temps inviolables et les autorités de l'Etat d'admission ne pourront sous aucun pretexte les examiner ni les saisir.

2. Les archives consulaires sont tenues dans les locaux qui leur sont spécialement affectés et qui doivent être parfaitement distincts des pièces servant à l'habitation personnelle des consuls ou employés de consulat. Ces archives doivent, en outre, être tenues séparées des livres ou papiers ayant un autre objet.

3. Les consuls peuvent librement et par tout moyen, sauf par postes émetteurs de radio et télévision, communiquer et correspondre, même en langage secret, avec les autorités de leur gouvernement ou la mission diplomatique dont ils relèvent ou les autres postes diplomatiques ou consulaires de l'Etat d'envoi. Leur correspondance officielle est inviolable et doit circuler sous plis, sacs ou autres colis scellés.

4. Les agents consulaires peuvent communiquer ou correspondre librement avec les consuls dont ils relèvent.

Article 10

1. Les locaux d'un poste consulaire ne pourront être visités par la police ou par d'autres autorités de l'Etat d'admission qu'avec le consentement du chef du poste.

A défaut de ce consentement, ils ne pourront être visités qu'en exécution d'un mandat ou d'une décision judiciaire et avec l'autorisation du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat d'admission.

2. Les consuls honoraires ne pourront se prévaloir de cette immunité pour des fins sans rapport avec l'exercice de leurs fonctions consulaires.

3. L'autorité consulaire ne permettra en aucun cas que l'auteur d'un délit flagrant ou qu'un fugitif recherché par la justice puisse pénétrer dans les locaux consulaires pour échapper aux autorités de police; elle facilitera dans toute la mesure du possible l'arrestation immédiate par ces autorités du délinquant ou fugitif qui aurait pénétré dans lesdits locaux.

Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme la reconnaissance d'un droit d'asile.

4. Lorsqu'il y aura lieu, dans les circonstances prévues par le présent article, pour les autorités compétentes de l'Etat d'admission de pénétrer dans les locaux consulaires, cette opération doit être effectuée en respectant l'inviolabilité des archives consulaires reconnue aux termes de l'article 9 de la présente Convention.

Article 11

1. Les consuls et les employés de consulat, ressortissants de l'Etat d'envoi, sont exempts de toute prestation et réquisition personnelle ou mobilière.

2. Les locaux des postes consulaires, la résidence des consuls et des employés de consulat, ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que les biens mobiliers qui s'y trouvent, sont exempts aussi bien de toute réquisition que de contribution ou logement militaire.

3. Les dispositions du présent article ne seront pas applicables aux ressortissants de l'Etat d'envoi qui avaient leur résidence habituelle dans le territoire de l'Etat d'admission au moment de leur nomination au consulat.

Article 12

Les consuls et les employés de consulat, quelle que soit leur nationalité, sont justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat d'admission, sauf en ce qui concerne les actes de leurs fonctions, conformément aux dispositions de la présente Convention et aux règles du droit international.

Article 13

1. Les consuls de carrière bénéficient d'une immunité personnelle les exemptant d'arrestation, sauf le cas de flagrant délit; ils ne peuvent faire l'objet d'une mesure de détention préventive, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction de droit commun passible d'une peine de prison dont le maximum soit d'au moins cinq ans d'après la législation de l'Etat d'admission.

2. En cas d'arrestation d'un consul ou de poursuites engagées contre lui, l'Etat d'admission en informera immédiatement la mission diplomatique dont il relève.

Article 14

1. Les consuls seront tenus à répondre comme témoins au cours de procédures judiciaires ou administratives.

2. S'il y a besoin de requérir la déposition d'un consul de carrière, celle-ci sera recueillie verbalement ou par écrit à la résidence ou au bureau du consul, en sorte qu'aucune gêne ne soit apportée à l'exercice de ses fonctions officielles. Si le consul de carrière dont le témoignage est demandé estime utile de consulter son gouvernement, un délai doit lui être accordé à cet effet.

3. Si une autorité judiciaire ou administrative requiert leur témoignage au sujet des actes relatifs à leurs fonctions consulaires ou des documents d'archives consulaires, les consuls et les employés de consulat ne seront pas tenus d'y déférer et pourront opposer le secret professionnel ou d'Etat. Il en sera de même lorsqu'une autorité judiciaire ou administrative ou une autorité de l'Etat d'admission demande la production de documents d'archives ou d'autres papiers consulaires ou l'interprétation d'une loi de l'Etat d'envoi.

4. Les consuls ne seront pas tenus à présenter aux autorités de l'Etat d'admission des déclarations sur les appointements des employés consulaires.

Article 15

Les consuls de carrière et les employés de consulat ressortissants de l'Etat d'envoi, leurs conjoints et leurs enfants mineurs résidant avec eux, sont dispensés de se conformer aux dispositions de la législation de l'Etat d'admission concernant les permis de séjour, l'enregistrement et le contrôle des étrangers.

Les consuls honoraires sont soumis à cette législation; l'accomplissement des formalités auxquelles ils peuvent être astreints en leur qualité d'étrangers leur est facilité.

Article 16

Tous les véhicules à moteur, navires et aéronefs immatriculés au nom d'un consulat d'un consul ou d'un employé de consulat devront être couverts par des polices d'assurance en matière de dommages aux tiers.

QUATRIÈME PARTIE

Privilèges fiscaux

Article 17

Les privilèges et franchises douanières déterminés par les articles ci-après sont accordés sous réserve de l'application effective du principe de réciprocité.

Article 18

Les transactions ou les actes relatifs à l'acquisition, par l'Etat d'envoi, des biens immeubles visés au paragraphe premier de l'article 7 seront exemptés de tous impôts ou charges similaires.

Les édifices, parties d'édifices ainsi que les terrains et dépendances annexes qui sont propriété de l'Etat d'envoi et qui sont affectés exclusivement à des fins visées au premier paragraphe de l'article 7 de la présente Convention sont exemptés des impôts ou charges similaires quelle que soit leur nature et quel que soit l'organe qui les perçoit.

Cette exemption ne s'étend pas aux charges correspondant à des services rendus.

Article 19

Aucun impôt ni contribution similaire d'aucune sorte ne sera perçue dans le territoire de l'Etat d'admission sur les droits de chancellerie perçus pour le compte de l'Etat d'envoi ou à l'occasion de la délivrance de reçus lors du paiement de tels droits.

Article 20

Les émoluments, traitements, salaires ou indemnités versés aux consuls et aux employés de consulat sont exemptés des impôts et autres charges perçus dans l'Etat d'admission, quelle que soit leur nature et quel que soit l'organe qui les perçoit à condition que les bénéficiaires ne soient pas ressortissants de l'Etat d'admission et que les émoluments, traitements, salaires ou indemnités soient versés exclusivement en rétribution de l'exercice des fonctions consulaires.

Article 21

1. L'Etat d'envoi aura le droit d'importer sur le territoire de l'Etat d'admission du mobilier et d'autres objets destinés exclusivement à l'usage officiel du consulat en franchise de tous impôts et charges similaires perçus sur ou à l'occasion de l'importation.

2. Les consuls de carrière, pendant la durée de leurs fonctions, seront exempts de tous impôts ou charges similaires perçus sur ou à l'occasion de l'importation du mobilier et d'autres objets destinés exclusivement à leur usage personnel ou familial.

3. Les employés de consulat ressortissants de l'Etat d'envoi jouiront dans le délai de six mois après leur prise de fonction, de la franchise de droits de douane et de tout impôt à l'occasion de l'importation de leur mobilier et de leurs effets personnels.

4. Les véhicules automobiles, les bateaux de plaisance et les aéronefs importés sur le territoire de l'Etat d'admission par les consuls de carrière et les employés de consulat ressortissants de l'Etat d'envoi, pour leur usage personnel ou celui de leur famille, seront admis en franchise temporaire de tout droit d'importation ou autres charges similaires pour la durée des fonctions de l'intéressé. L'importation des véhicules en question sera soumise aux limitations prévues par les dispositions de l'Etat d'admission. Toutefois, l'application de ces règles aura lieu eu égard aux circonstances existant dans la circonscription consulaire.

5. Les moyens de transport importés par les consuls de carrière dans les limites susindiquées seront exempts de toute taxe de circulation dans l'Etat d'admission.

6. Tous les articles importés sous le régime susmentionné jouiront des mêmes bénéfices lors de leur réexportation.

7. Il est entendu toutefois:

a) que les franchises visées aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ci-dessus ne s'étendront pas aux droits dûs au titre des services rendus;

b) que l'Etat d'admission pourra subordonner l'octroi de l'exemption à une notification d'importation ou de réexportation conformément à ses prescriptions législatives et réglementaires;

c) qu'aucune des dispositions du présent article ne sera interprétée comme autorisant l'entrée sur le territoire de l'Etat d'admission d'articles dont l'importation est expressément interdite par la loi;

d) que dans tous les cas d'aliénation, de mise en vente ou de cession à l'usage des tiers, les bénéficiaires dudit avantage seront tenus de se conformer aux dispositions de l'Etat d'admission en vue de régler, le cas échéant, l'obligation de payer les droits de douane requis.

CINQUIÈME PARTIE

Attributions consulaires

Article 22

Conformément aux dispositions de la présente Convention et aux principes et usages internationaux, les consuls protègent et défendent tous les droits et intérêts des ressortissants de l'Etat d'envoi.

Ils ont qualité, à cet effet, pour s'adresser aux autorités compétentes dans leur circonscription et, en absence de tout représentant diplomatique de l'Etat d'envoi, au gouvernement de l'Etat d'admission.

Article 23

Les consuls peuvent communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi, les conseiller et les assister dans leurs démarches, instances ou procédures auprès des autorités territoriales.

Ils peuvent leur assurer, s'il y a lieu, l'assistance d'un homme de loi ou d'un interprète.

Article 24

Les consuls seront informés, sans délai, par les autorités compétentes, de l'arrestation ou de la détention ou de toute autre mesure privative ou limitative de liberté, qui frapperait tout ressortissant de l'Etat d'envoi, dans leur circonscription.

Le consul peut alors être autorisé à visiter ce ressortissant et à s'entretenir avec lui en vue de prendre toute disposition pour sa défense en justice. Toute communication destinée au consul par ce ressortissant lui est transmise par les soins de l'autorité compétente.

Lorsque le ressortissant purge, après condamnation, une peine privative de liberté ou est soumis à une mesure limitative de sa liberté, le consul a le droit de le visiter moyennant autorisation de l'autorité compétente. Toute visite de ce genre doit permettre au consul ou à son délégué de s'entretenir avec le prisonnier.

Les visites prévues aux alinéas précédents auront lieu en conformité des lois et règlements de l'Etat d'admission; il est entendu que ces lois et règlements ne doivent indument entraver l'exercice desdites attributions consulaires.

Article 25

Les consuls compétents en vertu des lois et instructions de l'Etat d'envoi peuvent:

1) dresser ou transcrire les actes d'état civil concernant leurs ressortissants;

2) célébrer les mariages entre leurs ressortissants s'ils y sont autorisés par la législation de l'Etat d'envoi, sauf dans le cas où l'un des futurs conjoints possède, à la date de son mariage, la nationalité italienne au regard de la loi italienne et la nationalité yougoslave au regard de la loi yougoslave. En cas de doute concernant la nationalité, les consuls s'adresseront, en Italie au Ministère de l'Intérieur, et en Yougoslavie au Secrétariat d'Etat de l'Intérieur. Les mariages célébrés par le consul doivent être portés dans le délai d'un mois à la connaissance des autorités du pays d'admission;

3) recevoir en forme notariée:

a) les actes et contrats que leurs ressortissants voudront passer en cette forme, à l'exception des actes et contrats concernant la constitution des droits réels sur les biens immeubles situés dans le territoire de l'Etat d'admission;

b) tous actes et contrats, quelle que soit la nationalité des parties lorsqu'ils concernent des biens situés ou des affaires à traiter sur le territoire de l'Etat d'envoi ou lorsqu'ils sont destinés à produire des effets juridiques sur ce territoire.

Les actes dressés en chancellerie dans les formes requises par les lois de l'Etat d'envoi, leurs expéditions, copies ou extraits, lorsqu'ils ont été dûment légalisés par les consuls et munis du sceau officiel du poste consulaire, font foi tant en justice que hors justice, devant toutes autorités des deux Etats, et ont même force probante que s'ils avaient été passés devant un officier public ou toute autre autorité compétente de l'un ou de l'autre Etat, à condition toutefois qu'ils aient été soumis au timbre, à l'enregistrement et à toutes les formalités en usage dans l'Etat d'admission.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité d'une expédition, copie ou extrait desdits actes, tout intéressé peut en demander la confrontation avec l'original et assister au collationnement s'il le juge convenable.

Article 26

Les consuls peuvent:

1) immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi;

2) délivrer à leurs ressortissants des passeports ou autres documents de voyage;

3) viser les passeports ou titres de voyage de toute personne qui désire se rendre dans le territoire de l'Etat d'envoi;

4) procéder aux opérations de recensement militaire des ressortissants de l'Etat d'envoi;

5) recevoir toutes déclarations ou dresser tous actes, légaliser ou certifier des signatures, viser, certifier ou traduire des documents, lorsque ces actes et formalités sont exigés par les lois ou instructions de l'Etat d'envoi:

6) traduire et légaliser toute espèce de documents émanant des autorités ou fonctionnaires de l'Etat d'envoi. ces traductions ont, dans l'Etat d'admission, la même force et valeur que si elles avaient été faites par les traducteurs assermentés du pays.

Article 27

Les consuls peuvent, sous réserve des dispositions des arrangements spéciaux conclus ou à conclure entre les Parties contractantes:

1) organiser conformément aux lois de l'Etat d'envoi la tutelle ou la curatelle de leurs nationaux incapables;

2) en matière civile et commerciale, remettre les actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à des ressortissants de l'Etat d'envoi et exécuter les commissions rogatoires des tribunaux de l'Etat d'envoi relatives à l'audition de ressortissants de l'Etat d'envoi dans les formes compatibles avec la législation de l'Etat d'admission;

3) recevoir en dépôt les sommes d'argent, documents et objets de toute nature qui leur seraient remis par des ressortissants de l'Etat d'envoi ou pour leur compte, ces dépôts ne bénéficiant pas de l'immunité prévue a l'article 9 de la présente Convention.

Les dépôts ne peuvent être exportés de l'Etat d'admission que conformément aux dispositions y relatives de cet Etat;

4) assurer, en conformité des articles 29 à 33 de la présente Convention la conservation des successions de leurs ressortissants ainsi que la sauvegarde des intérêts de ces ressortissants ayant droit à la succession;

5) assurer, conformément à la Septième partie de la présente Convention, l'application des lois de l'Etat d'envoi sur la navigation marchande.

Article 28

Le consul pourra veiller sur les intérêts de l'Etat d'envoi en ce qui concerne: le travail, l'émigration, le commerce, les transports et les activités scientifiques, culturelles et autres activités compatibles avec les attributions consulaires.

SIXIÈME PARTIE

Successions

Article 29

1. Si un ressortissant de l'Etat d'envoi vient à décéder sur le territoire de l'Etat d'admission où il avait son domicile ou sa résidence, les autorités compétentes en aviseront immédiatement le consul dans la circonscription duquel le décès a eu lieu. Au cas où l'autorité compétente locale de l'Etat d'admission aurait connaissance qu'une succession est ouverte sur ce territoire dans laquelle un ressortissant de l'Etat d'envoi aurait éventuellement des droits, elle en avisera immédiatement le consul dans la circonscription duquel cette succession est ouverte. Le consul, de son coté, s'il en a connaissance le premier, donnera le même avis à l'autorité locale.

Lorsqu'il s'agit d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, les autorités compétentes de l'Etat d'admission feront parvenir au consul l'extrait du registre des décès délivré à titre gratuit

2. Si, parmi les héritiers il s'en trouve qui soient absents, mineurs ou incapables, ou si les exécuteurs testamentaires nommés par le défunt ne se trouvent pas dans le lieu où s'ouvre la succession, l'autorité locale compétente apposera d'office les scellés dans le plus bref délai possible en avisant le consul. Si dans le lieu où s'ouvre la succession il y a un consulat, cet avis doit être donné avant l'apposition des scellés.

3. Le consul peut assister à l'opération et dans une telle occasion il peut croiser ses scellés avec les scellés de l'autorité locale. Dès lors les doubles scellés ne peuvent être levés que si le consul a été avisé en temps utile du jour et de l'heure de la levée des scellés. Cet avis est donné par écrit et un récepissé en constate la remise.

4. Le consul peut demander qu'un inventaire soit dressé et assister aux opérations relatives.

5. Le consul aura le pouvoir de représenter les ressortissants de l'Etat d'envoi en ce qui concerne leurs droits dans la succession. Si lesdits ressortissants donnent par la suite une procuration régulière à une autre personne, le pouvoir du consul cessera au moment où il en aura été avisé.

Article 30

Le consul peut demander la nomination d'un curateur de l'hérédité et, jusqu'au moment où celui-ci a été nommé, il peut exercer la surveillance et provoquer les mesures conservatoires urgentes. Le consul ne peut pas exercer ces pouvoirs s'il y a un héritier en possession des biens héréditaires.

Article 31

Si un ressortissant de l'Etat d'envoi qui n'a pas son domicile ou sa résidence dans le territoire de l'Etat d'admission vient à décéder alors qu'il voyage ou qu'il passe en transit dans le territoire de ce dernier Etat, le consul dans la circonscription duquel ledit ressortissant est décédé sera autorisé, en vue d'assurer la protection des espèces et des effets appartenant personnellement au défunt, d'en assumer immédiatement la garde, sans préjudice du droit des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat d'admission de prendre possession de ces espèces lorsque l'intérêt de la justice ou les besoins d'une enquête criminelle l'exigent.

Article 32

1. Le consul pourra recevoir, en vue de les transmettre à un ressortissant de l'Etat d'envoi qui ne réside pas dans le territoire de l'Etat d'admission, les espèces et les biens auxquels ce ressortissant a droit à la suite du décès d'une personne quelle qu'elle soit.

2. Si le consul accepte de recevoir des espèces ou des biens de cette nature, il devra, dans les conditions imposées par celui qui lui aurait remis lesdits biens ou espèces, fournir une preuve suffisante de la réception des espèces ou biens par le ressortissant auquel ils doivent être transmis et restituer les espèces ou biens au cas où il lui serait impossible de fournir cette preuve.

Article 33

Les espèces ou les biens dont à l'article 32 ne pourront être versés ou livrés au consul que dans la mesure et dans les conditions où les lois et règlements de l'Etat d'admission autoriseraient ce versement ou cette livraison à la personne à laquelle le consul doit les transmettre. Le consul n'aura pas, sur lesdits espèces ou biens, des droits plus étendus que n'en aurait sur eux la personne intéressée si le versement ou la livraison avait été faite directement à cette dernière.

SEPTIÈME PARTIE

Navigation

Article 34

1. Lorsqu'un navire battant pavillon de l'Etat d'envoi se trouve dans un port de l'Etat d'admission, le consul compétent peut se rendre en personne ou envoyer des délégués à bord de ce navire après son admission à la libre pratique.

Il peut en toute liberté interroger le capitaine et les membres de l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir toutes déclarations sur le voyage, l'itinéraire et la destination du bâtiment et délivrer pour le compte de l'Etat d'envoi tous documents nécessaires à l'expédition du navire.

2. Le capitaine et les membres de l'équipage sont autorisés à communiquer avec le consul. Le capitaine ou le membre de l'équipage qui le remplace peut se rendre sans autorisation préalable au poste consulaire Si celui-ci se trouve dans une ville autre que celle où est situé le port, cette autorisation sera requise même pour le capitaine ou le membre de l'équipage qui le remplace.

3. Le consul pourra demander l'aide des autorités de l'Etat d'admission pour toute question relative à l'exercice des fonctions visées ci-dessus et lesdites autorités fourniront l'aide nécessaire.

Article 35

1. Il appartient exclusivement au consul compétent de connaître des questions relatives au maintien de l'ordre intérieur et de la discipline à bord des navires marchands battant pavillon de l'Etat d'envoi.

Le consul peut régler lui-même, s'il y est autorisé par la législation de l'Etat d'envoi, les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers du navire et les membres de l'équipage, y compris celles qui concernent la solde et l'exécution du contrat d'engagement. Il peut également exercer les pouvoirs qui lui sont attribués par l'Etat d'envoi en ce qui concerne l'engagement, l'embarquement, le licenciement et le débarquement des marins et procéder, le cas échéant, à l'hospitalisation et au rapatriement du capitaine ou des membres de l'équipage.

2. Dans le cadre des dispositions de l'article 26 (3), les consuls peuvent délivrer les visas nécessaires aux capitaines, officiers et membres de l'équipage sur leurs livrets maritimes au lieu de passeports lorsqu'il s'agit pour ces personnes:

a) d'aller s'embarquer dans un des ports de l'Etat d'envoi;

b) de transiter par le territoire de cet Etat en vue de s'embarquer dans un port étranger;

c) de transiter par le territoire de l'un des Etats contractants en vue de retourner dans leur pays.

3. Lorsqu'il s'agit d'une des personnes visées ci-dessus qui a débarqué dans un port de l'un des Etats contractants et qui doit retourner dans son Etat, le visa sera apposé sur le livret maritime par les autorités portuaires compétentes.

4. Dans les cas visés aux paragraphes 2 et 3 du présent article, les visas en question ne seront apposés sur les livrets maritimes qu'en cas de nécessité réelle motivée et si les personnes susmentionnées réunissent les conditions requises pour obtenir le visa.

Les personnes visées ci-dessus sont tenues de se rendre au lieu de destination sans arrêt et par la voie la plus courte et pendant qu'elles se trouvent sur le territoire de l'Etat d'admission elles seront soumises aux dispositions de cet Etat relatives aux étrangers.

Article 36

1. Conformément à la coutume internationale, les autorités de l'Etat d'admission ne s'immisceront dans aucune affaire survenue à bord du navire, à l'exception des désordres qui seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou à porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique, ou auxquels des personnes étrangères à l'equipage se seraient trouvées mélées.

Ces autorités devront prévenir en temps opportun le consul compétent pour qu'il puisse assister aux visites, investigations ou arrestations qu'elles ont l'intention d'effectuer. L'avis dressé à cet effet indiquera une heure précise et, si le consul négligeait de s'y rendre ou de s'y faire représenter, il sera procédé en son absence.

2. Une procédure analogue devra être suivie au cas où le capitaine ou membres de l'équipage auraient à faire des déclarations devant les tribunaux ou administrations locales.

3. Le consul qui n'aura pas été présent ou représenté recevra des autorités compétentes de l'Etat d'admission tous renseignements sur les faits survenus.

4. Les dispositions du présent article ne peuvent être opposées aux autorités de l'Etat d'admission pour tout ce qui concerne l'application de la législation et de la réglementation douanière, la santé publique et les autres mesures de contrôle concernant la tranquillité, l'ordre et la sécurité publique, la sûreté des marchandises et l'admission des étrangers.

Article 37

Les consuls peuvent, selon les prescriptions légales de l'Etat d'envoi, recevoir toute déclaration et établir tout document concernant:

1) l'immatriculation d'un navire dans l'Etat d'envoi ou sa radiation de l'immatriculation;

2) l'armement ou le désarmement d'un navire immatriculé dans l'Etat d'envoi;

3) l'inscription des mutations survenues dans la propriété d'un navire immatriculé dans l'Etat d'envoi et les hypothèques ou autres droits réels grevant ce navire;

4) l'achat de navires étrangers destinés à être immatriculés dans l'Etat d'envoi ou la vente de navires nationaux à l'étranger;

5) la démolition de navires nationaux.

En ce qui concerne le désarmement et la démolition visés ci-haut, les autorités compétentes de l'Etat d'admission en seront consultées, si le désarmement ou la démolition doit avoir lieu dans un port de l'Etat d'admission.

Article 38

1. Lorsqu'un navire battant pavillon de l'Etat d'envoi fait naufrage ou s'échoue sur le littoral de l'Etat d'admission, le consul compétent en est informé aussitôt que possible par les autorités territoriales.

Celles-ci prennent toutes mesures pour maintenir l'ordre, assurer la protection du navire, des individus et biens naufragés et éviter les dommages qui pourraient être causés à d'autres navires ou aux aménagements portuaires.

2. Le consul peut prendre en l'absence de l'armateur toutes les dispositions convenables en ce qui concerne le sort du navire.

3. L'intervention des autorités locales ne donne lieu à la perception de frais d'aucune espèce, à l'exception du remboursement des dépenses nécessitées par les opérations de sauvetage et de conservation des biens sauvés et des frais qui seraient perçus dans les circonstances analogues sur les navires de l'Etat d'admission.

4. Les marchandises et biens sauvés du naufrage ne sont passibles de droits et taxes d'importation que s'ils sont livrés à la consommation intérieure dans le territoire de l'Etat d'admission.

Article 39

Le consul compétent peut de même prendre, après accord des autorités territoriales, toutes dispositions pour assurer la conservation et la destination de tous biens naufragés trouvés ou amenés sur le territoire de l'Etat d'admission et appartenant à des ressortissants ou à un navire de l'Etat d'envoi, à condition que leurs propriétaires ou tous intéressés ne soient pas en mesure de prendre ces dispositions.

Article 40

Toutes les fois qu'il n'y a pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs les avaries subies en mer par les navires de l'Etat d'envoi qui entrent dans les ports de l'Etat d'admission, volontairement ou par relâche forcée, sont réglées par les consuls, à moins que les ressortissants de l'Etat d'admission ou ceux d'un tiers Etat ne soient intéressés aux avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles doivent être réglées par les autorités locales.

Article 41

Les dispositions de la présente Convention relatives à la navigation maritime seront applicables à la navigation aérienne dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les engagements internationaux obligatoires pour les deux Hautes Parties contractantes.

HUITIÈME PARTIE

Dispositions générales et finales

Article 42

1. En accord avec les règles du droit international les consuls sont autorisés à exercer toute fonction conforme à la pratique consulaire reconnue par l'Etat d'admission.

2. Les consuls ont droit, en leur qualité d'agents officiels de l'Etat d'envoi, à une protection spéciale et à des égards particuliers de la part de tous les fonctionnaires de l'Etat d'admission avec lesquels ils entretiendront des relations officielles.

Article 43

Les consuls pourront percevoir, à l'occasion de la fourniture des services consulaires, les droits établis par l'Etat d'envoi.

Article 44

Dans sa correspondance officielle avec les autorités de l'Etat d'admission le consul se servira, en principe, soit de la langue officielle, soit d'une des langues officielles de cet Etat. Lorsqu'il emploie la langue de l'Etat d'envoi, le consul sera tenu de joindre une traduction dans une des langues officielles de l'Etat d'admission.

Article 45

Les dispositions de la Cinquième partie de la présente Convention relatives aux attributions du consul seront applicables également au chef de la section consulaire de la représentation diplomatique de l'Etat d'envoi sur le territoire de l'Etat d'admission.

Article 46

Tout différend pouvant surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, qui n'aurait pas été réglé par la voie diplomatique, sera porté, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, devant la Cour Internationale de Justice, à moins que les Hautes Parties contractantes ne soient d'accord pour le soumettre à une autre forme de règlement.

Article 47

La présente Convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Belgrade.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties contractantes ne la dénonce moyennant un préavis d'une année.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Rome, le 3 décembre mil neuf cent soixante, en double original en langue française.

Pour la République Italienne
SEGNI

Pour la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
KOČA POPOVIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 ottobre 1962, n. 1812.

Riconoscimento della personalità giuridica della « Federazione nazionale fra gli Enti per la fecondazione animale », con sede in Roma.

N. 1812. Decreto del Presidente della Repubblica 27 ottobre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, viene riconosciuta la personalità giuridica della « Federazione nazionale fra gli Enti per la fecondazione animale », con sede in Roma, e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 161, foglio n. 55. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 novembre 1962, n. 1813.

Autorizzazione alla « Fondazione Pro Juventute Don Carlo Gnocchi » ad accettare, col beneficio d'inventario, una eredità.

N. 1813. Decreto del Presidente della Repubblica 25 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, la « Fondazione Pro Juventute Don Carlo Gnocchi » viene autorizzata ad accettare, col beneficio d'inventario, un appartamento, sito in Milano, disposto dalla defunta signora Marina Maggioni in Calzavara — con testamento olografo del 10 ottobre 1957, depositato e pubblicato per atto a rogito dott. Guido Solaro, notaio residente in Desio (iscritto presso il Collegio notarile di Milano), in data 25 settembre 1958, n. 1622 di repertorio e n. 3717 di registro — a favore dei « mutilati di Don Gnocchi », che si identificano con la Fondazione suindicata.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 161, foglio n. 59. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 dicembre 1962, n. 1814.

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile « Vincenzo De Gregoriis », con sede in Morro d'Oro (Teramo).

N. 1814. Decreto del Presidente della Repubblica 3 dicembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile « Vincenzo De Gregoriis », con sede in Morro d'Oro (Teramo), viene eretto in ente morale e ne viene approvato, con modificazioni, lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 161, foglio n. 60. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 dicembre 1962, n. 1815.

Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero di Sant'Agnese delle Clarisse Urbaniste, con sede in Montone (Perugia).

N. 1815. Decreto del Presidente della Repubblica 3 dicembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica al Monastero di Sant'Agnese delle Clarisse Urbaniste, con sede in Montone (Perugia).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 161, foglio n. 67. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 dicembre 1962, n. 1816.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia della B.V.M. della Salute, in località Boccadistrada del comune di Mareno di Piave (Treviso).

N. 1816. Decreto del Presidente della Repubblica 3 dicembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Vittorio Veneto in data 21 novembre 1961, integrato con dichiarazione del 17 marzo 1962, relativo alla erezione della Parrocchia della B.V.M. della Salute, in località Boccadistrada del comune di Mareno di Piave (Treviso).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 161, foglio n. 68. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 dicembre 1962, n. 1817.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia della B.M.V. Assunta, in frazione Codissago del comune di Castellavazzo (Belluno).

N. 1817. Decreto del Presidente della Repubblica 3 dicembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Feltre e Belluno in data 21 novembre 1961, integrato con dichiarazione 1° maggio 1962, relativo alla erezione della Parrocchia della B.M.V. Assunta, in frazione Codissago del comune di Castellavazzo (Belluno).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 161, foglio n. 69. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 dicembre 1962, n. 1818.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Vicaria curata autonoma di Santa Lucia, in contrada Ciappetta del comune di Andria (Bari).

N. 1818. Decreto del Presidente della Repubblica 3 dicembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Andria in data 7 febbraio 1962, integrato con dichiarazione del 15 maggio 1962, relativo alla erezione della Vicaria curata autonoma di Santa Lucia, in contrada Ciappetta del comune di Andria (Bari), e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede della anzidetta Vicaria.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 166, foglio n. 66. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 15 novembre 1962.

Nomina di un membro della Commissione nazionale del libro.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il proprio decreto 25 luglio 1961, con il quale è stata rinnovata la composizione della Commissione nazionale del libro per il biennio 1961-63;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del dott. Leonardo Azzarita di cui è scaduto il mandato di presidente della Federazione nazionale della stampa italiana

Vista la designazione della Federazione nazionale della stampa italiana n. 5445/B/3, in data 30 ottobre 1962;

Decreta:

A far parte della Commissione nazionale del libro per il biennio 1961-63 è chiamato il dott. Adriano Falvo in rappresentanza della Federazione nazionale della stampa italiana.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 novembre 1962

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
DELLE FAVE

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 dicembre 1962
Registro n. 7 Presidenza, foglio n. 245

(163)

DECRETO MINISTERIALE 21 agosto 1962.

Valori, caratteristiche tecniche e termini di validità e di cambio della serie di francobolli celebrativi del 30° anniversario dell'istituzione della Mostra internazionale d'arte cinematografica di Venezia.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni approvato con il regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'art. 239 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato con il regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1962, n. 927, con il quale è stata autorizzata tra l'altro l'emissione di una serie di francobolli celebrativi del 30° anniversario della istituzione della Mostra internazionale d'arte cinematografica di Venezia

Decreta:

Art. 1.

La serie di francobolli, di cui alle premesse, è composta di due valori nei tagli da L. 30 e L. 70.

Detti francobolli sono stampati in rotocalco, su carta bianca, liscia, filigranata in chiaro a tappeto di stelle; formato carta: mm. 30 × 40; formato stampa: mm. 27 × 37; la perforatura è formata da n. 14 dentelli su due centimetri; tiratura: n. 10 milioni di esemplari da L. 30 e n. 6 milioni da L. 70; colori L. 30 blu e nero, L. 70 rosso e nero.

La vignetta del valore da L. 30 presenta una composizione decorativa raffigurante l'occhio e un motivo a spirale riferibile al nastro cinematografico.

La vignetta del valore da L. 70 presenta il leone di San Marco posto al centro di un identico motivo a spirale.

Entrambe le vignette sono completate con le seguenti scritte, disposte in modo uguale: in alto la leggenda « POSTE ITALIANE » con il valore; in basso la leggenda « XXX ANNIVERSARIO ISTITUZIONE MOSTRA INTERNAZIONALE D'ARTE CINEMATOGRAFICA VENEZIA ».

Art. 2.

I francobolli di cui all'art. 1 del presente decreto saranno validi agli effetti postali a tutto il 31 dicembre 1963 e saranno ammessi al cambio, purchè non sciupati nè perforati, a tutto il 30 giugno 1964.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 agosto 1962

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
CORBELLINI

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 novembre 1962
Registro n. 36 Uff. risc. poste e tel., foglio n. 241. — ANSALONE

(170)

DECRETO MINISTERIALE 17 ottobre 1962.

Autorizzazione al comune di Trapani a contrarre un mutuo per i lavori di un nuovo Palazzo di giustizia.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la deliberazione consiliare 18 ottobre 1961, n. 93, del comune di Trapani;

Vista la decisione 8 novembre 1961, n. 20098/dec. 17339, della Commissione provinciale di controllo di Trapani che approva la deliberazione comunale di assunzione di un mutuo di lire 456.870.200 con la Cassa depositi e prestiti per la costruzione del nuovo Palazzo di giustizia di Trapani;

Visti il progetto, il preventivo di spesa e gli atti allegati;

Vista la legge 15 febbraio 1957, n. 26;

Ritenuta la necessità di costruire in Trapani un nuovo Palazzo di giustizia.

Decreta:

Art. 1

Per eseguire i lavori di costruzione di un nuovo Palazzo di giustizia, secondo il progetto presentato e approvato, a firma degli architetti Rodolfo Girlanda, Giovanni Pirrone, Francesco Puletto, Albarosa Gulì e ing. Salvatore Mario Inzerillo, il comune di Trapani è autorizzato a contrarre con la Cassa depositi e prestiti un mutuo di lire 456.870.200 con l'osservanza delle norme di cui agli ultimi tre commi dell'art. 11 della legge 3 agosto 1949, n. 589.

Art. 2.

Allo stesso scopo e per l'ammortamento di tale mutuo è concesso al comune di Trapani un contributo straordinario, da prelevarsi sulla somma annua stan-

ziata sul bilancio del Ministero di grazia e giustizia a termini dell'art. 2 della legge 15 febbraio 1957, n. 26, nella misura di lire 38.230.592 (trentottomilioniduecentotrentamilacinquecentonovantadue) annue e per la durata di anni venti con decorrenza dall'esercizio finanziario 1962-1963.

Art. 3.

Previa presentazione di regolare atto di mutuo, il Ministero di grazia e giustizia corrisponderà per tutta la durata dell'ammortamento direttamente e irrevocabilmente alla Cassa depositi e prestiti, per conto del comune di Trapani il contributo straordinario dello Stato indicato nel precedente art. 2.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 17 ottobre 1962

Il Ministro per la grazia e giustizia
BOSCO

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 dicembre 1962
Registro n. 15 Grazia e giustizia, foglio n. 283. — GALLUCCI

(247)

DECRETO MINISTERIALE 15 novembre 1962.

Determinazione delle caratteristiche di un nuovo tipo di marche da bollo per cambiali da L. 600 e da L. 900.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 5, ultimo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, recante nuove norme sull'imposta di bollo;

Visto il decreto ministeriale 1° agosto 1953, registrato alla Corte dei conti il 30 novembre 1953, registro n. 29 Finanze, foglio n. 400 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 297 del 29 dicembre 1953, concernente la determinazione della forma, dei tagli e delle altre caratteristiche della carta bollata, delle marche da bollo e dei bolli a punzone;

Visto il decreto ministeriale 20 agosto 1957 registrato alla Corte dei conti il 24 agosto 1957 registro n. 22 Finanze, foglio n. 305 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 222 del 7 settembre 1957, concernente la determinazione del nuovo tipo di carta filigranata per la stampa delle marche da bollo;

Visto il decreto ministeriale 26 luglio 1962, registrato alla Corte dei conti il 10 agosto 1962, registro n. 23 Finanze, foglio n. 3 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 214 del 25 agosto 1962, con il quale sono state dichiarate fuori corso, a partire dal giorno 31 agosto 1962, le marche da bollo per cambiali del valore di lire seicento e di lire novecento, aventi le caratteristiche determinate con il decreto ministeriale 1° agosto 1953;

Ritenuta la necessità di istituire marche da bollo per cambiali del valore di lire seicento e di lire novecento aventi caratteristiche diverse da quelle dichiarate fuori corso;

Considerato che occorre determinare la forma e le caratteristiche delle marche da bollo per cambiali dei suddetti valori;

Decreta:

Art. 1.

Sono istituite le marche da bollo per cambiali dei valori di lire 600 (seicento) e di lire 900 (novecento) nel formato carta di mm. 20 x 24 e nel formato stampa di mm. 17 x 21.

Le marche sono stampate in rotocalcografia su carta bianca liscia, filigranata in chiaro.

La filigrana è formata da stelline a cinque punte, distese a tappeto su tutto il foglio delle marche. La dentellatura è costituita da 14 dentelli ogni due centimetri.

La vignetta poggia sul lato corto del formato e si staglia con un filetto sul bianco-carta dello spazio riservato alla perforazione. Essa è costituita da un tondo centrale chiuso entro un quadrato, sagomato da una fascia bianca che corre lungo la circonferenza nella quale è impressa la leggenda « REPUBBLICA ITALIANA » nella parte alta, e il valore in lettere nella parte bassa. Negli angoli che risultano dal cerchio iscritto nel quadrato sono posti quattro motivi ornamentali floreali uguali. Il valore numerico è al centro del tondo e spicca in chiaro sopra un fondo marezzato. Nelle parti alta e bassa, la marca è chiusa da due formelle bianche nelle quali sono rispettivamente impresse la leggenda « TASSA DI BOLLO » e « PER CAMBIALI ».

Le marche sono stampate nei seguenti colori:
L. 600 verde oliva;
L. 900 bleu.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 novembre 1962

Il Ministro: TRABUCCHI

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 dicembre 1962
Registro n. 32 Finanze, foglio n. 9. — BAIOCCHI

(165)

DECRETO MINISTERIALE 17 dicembre 1962.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'isola di Santa Maria di Barbana, della strada Belvedere-Grado e del Bosco in località « La Rotta » siti nel territorio del comune di Grado (Gorizia).

IL MINISTRO
PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497 sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357 per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Gorizia per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 4 marzo 1954 ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'isola di Santa Maria di Barbana e la strada Belvedere-Grado e il bosco in località « La Rotta », site nell'ambito del comune di Grado (Gorizia);

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge, all'albo del comune di Grado;

Vista l'opposizione prodotta, contro la suddetta proposta di vincolo, del comune di Grado;

Considerato che il vincolo non significa divieto assoluto di costruibilità, ma impone soltanto l'obbligo di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualsiasi progetto di costruzione che si intenda erigere nella zona;

Riconosciuto che le zone predette hanno notevole interesse pubblico perchè oltre a formare dei quadri naturali di non comune bellezza panoramica, offrono dei punti di vista accessibili al pubblico dai quali si può godere lo spettacolo di quelle bellezze;

Decreta:

L'isola di Santa Maria di Barbana, nonchè la strada Belvedere-Grado, e il bosco in località « La Rotta », site nel territorio del comune di Grado (Gorizia), così delimitate: l'isola di Santa Maria di Barbana per tutta la sua estensione, compresa una fascia di mare della profondità di m. 500 (cinquecento), nonchè la strada Belvedere-Grado; il bosco in località « La Rotta », compreso fra l'estremità est della spiaggia di Grado ed il canale di Primiero e delimitato a nord dal tracciato (incluso) della progettata strada Grado-Monfalcone a sud dal mare, hanno notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497 e sono quindi sottoposte a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Gorizia.

La Soprintendenza ai monumenti e Gallerie di Gorizia curerà che il comune di Grado provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 17 dicembre 1962

p. *Il Ministro per la pubblica istruzione*
BADALONI

Il Ministro per la marina mercantile
MACRELLI

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Gorizia

Verbale n. 8/54

L'anno 1954, addì 4 del mese di marzo, in Gorizia, presso i locali della Soprintendenza ai monumenti e gallerie della Venezia Giulia e Friuli, si è riunita, debitamente convocata, la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali.

Presenti:
dott. avv. *Guido Hugues, presidente;* *dott. arch. Benedetto* Civiletti, vice presidente; Presidente dell'ente provinciale per il turismo, membro; Warther De Minelli per l'Azienda cura e soggiorno di Grado, membro aggregato; Ugo De Grassi per il comune di Grado, membro; dott. ing. Giovanni Farfoglia, membro; dott. ing. Giuliano Franzotti, membro; cav. *Edoardo de Finetti, membro; dott. Alfonso Calzolari* del Corpo forestale, membro aggregato; Salvatore Libutti, segretario.

Dopo il saluto del presidente e del soprintendente ai componenti la Commissione, che si riunisce per la prima volta dopo la sua ricostituzione, e l'augurio di un proficuo lavoro atto a tutelare e valorizzare le bellezze naturali della Provincia, il presidente, constatato il numero legale dei presenti, dichiara aperta la seduta per discutere gli argomenti di cui al seguente ordine del giorno:

1) Grado: Isola di Santa Maria di Barbana;
2) Grado: Bosco in località « La Rotta ».

La Commissione

considerato che l'isola di Santa Maria di Barbana, sita nella parte orientale della laguna di Grado, meta di numerosi pellegrinaggi, costituisce con i suoi olmi secolari un'oasi di verde in mezzo allo specchio lagunare; considerato che il bosco « La Rotta » costituisce una pittoresca oasi di verde confinante con la spiaggia, nonchè una bellezza panoramica di notevole valore destinata ad essere valorizzata con la costruzione della nuova strada Grado-Monfalcone;

decide

ad unanimità di voti, di proporre entrambe le località per l'imposizione del vincolo di cui alla legge 29 giugno 1939, n. 1497 e in particolare:

1) l'isola di Barbana per tutta la sua estenzione, compresa una fascia di mare larga 500 metri; nonchè la strada Belvedere-Grado dalla quale si gode il panorama dell'isola;

2) il bosco « La Rotta » compreso fra l'estremità est della spiaggia di Grado ed il canale di Primiero e delimitato a nord dal tracciato (incluso) della progettata strada Grado-Monfalcone; a sud dal lido del mare;

3) di esaminare, in una prossima riunione, l'opportunità di sottoporre a vincolo altre località della laguna e, se del caso, l'intero specchio d'acqua.

Fatto, letto e sottoscritto in data e luogo di cui sopra.

Il presidente: dott. avv. Guido HUGUES

Il segreario: Salvatore LIBUTTI

(207)

DECRETO MINISTERIALE 20 dicembre 1962.
Composizione della deputazione della Borsa-merci di Padova, per l'anno 1963.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Vista la legge 20 marzo 1913, n. 272, relativa all'ordinamento delle Borse di commercio e l'annesso regolamento approvato con regio decreto 4 agosto 1913, n. 1068;

Vista la legge 30 maggio 1950, n. 374, sul ripristino delle Borse-merci;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 16 luglio 1951, col quale è stata ricostituita la Borsa-merci di Padova;

Viste le proposte della Camera di commercio, industria e agricoltura di Padova:

Decreta:

Articolo unico.

La deputazione della Borsa-merci di Padova per l'anno 1963, è composta come appresso:

Membri effettivi:
1. Dott. Virginio Cerino Canova;
2. Poli dott. Aldo;
3. Agugiaro dott. Riccardo;
4. Bassi cav. Antonio;
5. Magni dott. Gianni.

Membri supplenti:
1. Conforti cav. Pietro;
2. Pierobon dott. Valentino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(175)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1962.
Autorizzazione alla Banca popolare di Lecco, con sede in Lecco (Como) ad estendere il credito agrario di esercizio in altri Comuni della provincia di Como.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, n. 1760 e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e le successive modificazioni ed integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visti i propri decreti in data 8 marzo 1956 e 21 novembre 1956 coi quali la Banca popolare di Lecco, con sede in Lecco (Como), è stata autorizzata a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme ed alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, nel territorio dei comuni di Lecco, Ballabio, Morterone, Pescate, Barzio, Cassina, Valsassina, Cremeno, Moggio, Bellagio, Lezzeno, Oliveto Lario, Canzo, Caslino d'Erba, Castelmarte, Eupilio, Longone al Segrino, Pontelambro, Proserpio, Casargo, Margno, Premana, Pagnona, Civerna, Barni, Magreglio, Colico, Costamasnaga, Buciago, Lambrugo, Merone, Nibionno, Rogeno, Dervio, Dorio, Introzzo, Tremenico, Sueglio, Vestreno, Dongo, Cremia, Garzeno, Germasino, Musso, Pianello Lario, Stazzona, Grevedona, Consiglio Rumo, Dosso del Liro, Peglio, Introbio, Cortenova, Pasturo, Primaluna, Lierna, Rovagnate, Castello Brianza, Colle Brianza, Perego, Santa Maria Hoè, Valmadrera, Civate, Malgrate, Varenna, Esino Lario, Perledo, Asso, Caglio, Lasnigo, Rezzago, Sormano, Valbrona, Barzanò, Barzago, Cassago, Cremella, Monticello, Sirtori, Viganò, Bellano, Parlasco, Taceno, Vendrogno, Brivio, Airuno, Calco, Olgiate Molgora, Domaso, Gera Lario, Livo, Montemezzo, Sorico, Trezzone, Vercana, Mandello, Abbadia, Menaggio, Griante, Grandola e Uniti, Plesio, Santa Maria Rezzonico, Tremezzo, Merate, Cernusco Montevecchia, Imbersago, Lomagna, Osnago, Paderno d'Adda, Robbiate, Verderio Superiore, Verderio Inferiore, Oggiono, Annone Brianza, Bosisio Parini, Cesello Brianza, Dolzago, Ello, Galbiate, Garbagnate Monastero, Molteno, Sirone, Olginate, Garlate e Valgreghentino, in provincia di Como;

Vista la domanda presentata dalla Banca stessa;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'autorizzazione concessa alla Banca popolare di Lecco, con sede in Lecco (Como), con i propri decreti in data 8 marzo 1956 e 21 novembre 1956, di che in premessa, è estesa al territorio dei comuni di Erba, Lurago d'Erba, Albavilla, Alserio, Anzano del Parco, Bene Lario, Brenna, Monguzzo, Orsenigo, Pusiano e Cassago, in provincia di Como.

Oltre che nei casi previsti negli articoli 37, terzo comma e 47, terzo comma del citato regolamento, la presente autorizzazione e quelle citate in premessa potranno essere revocate, con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, qualora esse non abbiano dato luogo ad un effettivo sviluppo della speciale attività creditizia da parte della Banca popolare di Lecco.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1962

Il Ministro: TREMELLONI

(204)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1962.
Nomina dei vice presidenti dell'Ente autonomo « Fiera di Ancona - Mostra-mercato internazionale della pesca, degli sports nautici e attività affini », con sede in Ancona.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visti il regio decreto 30 novembre 1936, n. 2497, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica allo Ente autonomo « Fiera di Ancona - Mostra-mercato nazionale della pesca », ed il decreto del Presidente della Repubblica 7 aprile 1959, n. 422, che ne ha approvato il vigente statuto;

Vista la lettera 19 novembre 1962, n. 23129, con la quale il presidente dell'Ente, ai sensi dell'art. 7 dello statuto, ha proposto il comm. ing. Enrico Gagliardi e il dott. Mario Recchi per la nomina a vice presidenti;

Decreta:

Il comm. ing. Enrico Gagliardi e il dott. Mario Recchi sono nominati vice presidenti dell'Ente autonomo « Fiera di Ancona - Mostra-mercato internazionale della pesca, degli sports nautici e attività affini », con sede in Ancona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1962

Il Ministro: COLOMBO

(149)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1962.

Composizione della Deputazione della Borsa merci di Pisa per l'anno 1963.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti la legge 20 marzo 1913, n. 272, riguardante l'ordinamento delle Borse di commercio, ed il relativo regolamento approvato con regio decreto 4 agosto 1913, n. 1068;

Vista la legge 30 maggio 1950, n. 374, sul ripristino delle Borse merci;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 16 luglio 1951, con il quale è stata ricostituita la Borsa merci di Pisa;

Viste le proposte della Camera di commercio, industria e agricoltura di Pisa;

Decreta:

Articolo unico

La Deputazione della Borsa merci di Pisa per l'anno 1963 è così composta:

Membri effettivi:

1. Polini dott. Antonio
2. Luchi prof. Mario
3. Rossi dott. Elio
4. Begliomini cav. Erasmo
5. Manetti avv. Cesare.

Membri supplenti:

1. Borsò Giacinto
2. Lupetti Orilio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1962.

p. *Il Ministro*: GASPARI

(248)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1962.

Autorizzazione alla Banca popolare di depositi e prestiti, con sede in San Pietro Vernotico (Brindisi) ad estendere il credito agrario di esercizio.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, n. 1760 e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e le successive modificazioni ed integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto del Ministro per l'economia nazionale, in data 28 luglio 1928, col quale la Banca rurale di depositi e prestiti, ora Banca popolare di depositi e prestiti, con sede in San Pietro Vernotico (Brindisi) è stata autorizzata a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme ed alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, nel territorio di San Pietro Vernotico, Torchiarolo, Cellino San Marco e San Donaci, in provincia di Brindisi;

Vista la domanda presentata dalla Banca stessa;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'autorizzazione concessa alla Banca rurale di depositi e prestiti, ora Banca popolare di depositi e prestiti, con sede in San Pietro Vernotico (Brindisi), col decreto del Ministro per l'Economia nazionale in data 28 luglio 1928, di che in premessa, è estesa al territorio di Tuturano, frazione del comune di Brindisi.

Oltre che nei casi previsti negli articoli 37, terzo comma e 47, terzo comma del citato regolamento, la presente autorizzazione e quella citata in premessa potranno essere revocate, con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, qualora esse non abbiano dato luogo ad un effettivo sviluppo della speciale attività creditizia da parte della Banca popolare di depositi e prestiti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1962

Il Ministro: TREMELLONI

(202)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1962.

Nomina dei membri del Collegio sindacale della Cassa di credito agricolo di Caccuri, con sede in Caccuri (Catanzaro), in liquidazione ordinaria.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691;

Considerato che con deliberazione assembleare del 2 marzo 1928 la Cassa di credito agricolo di Caccuri (Catanzaro) si è posta in liquidazione;

Rilevata l'attuale carenza del Collegio sindacale della predetta azienda, e ritenuta quindi la necessità di procedere alla sua ricostituzione, ai sensi dell'art. 86 *bis* del citato regio decreto-legge n. 375;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio:

Decreta:

L'avv. Antonio Cancellieri è nominato presidente del Collegio sindacale della Cassa di credito agricolo di Caccuri (Catanzaro), i sigg. dott. ing. Marcello Zani e sig. Salvatore Lisi sono nominati sindaci effettivi della Cassa medesima.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1962

Il Ministro: TREMELLONI

(203)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1962.

Approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla Compagnia tirrena di capitalizzazioni ed assicurazioni, con sede in Roma.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Compagnia tirrena di capitalizzazione e assicurazioni, con sede in Roma, intesa ad ottenere l'approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

E' approvata, secondo il testo debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla Compagnia tirrena di capitalizzazione e assicurazioni, con sede in Roma:

Tariffa 12, relativa all'assicurazione, a premio annuo, di annualità temporanee certe pagabili in caso di morte dell'assicurato entro un determinato periodo di tempo e sino al termine del periodo stesso.

Roma, addì 28 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(172)

DECRETO MINISTERIALE 29 dicembre 1962.

Approvazione di una tariffa complementare di assicurazione sulla vita, presentata dalla Compagnia di assicurazioni « La Previdente », con sede in Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Compagnia di assicurazioni « La Previdente », con sede in Milano, intesa ad ottenere l'approvazione di una tariffa complementare di assicurazione sulla vita;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

E' approvata, secondo il testo debitamente autenticato, la seguente tariffa complementare di assicurazioni sulla vita, presentata dalla Compagnia di assicurazioni « La Previdente », con sede in Milano:

Tariffa XI-C, relativa all'assicurazione complementare, a premio annuo, di un capitale pagabile ad una epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita.

Roma, addì 29 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(171)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1962.

Autorizzazione alla Compagnia assicuratrice « Unipol », con sede in Torino, ad esercitare le assicurazioni contro i danni nei rami: aeronautica, automobili, cauzioni, cristalli, films, furti, grandine, incendio, infortuni, responsabilità civile autoveicoli, responsabilità civile terzi, rischi spese legali e peritali, trasporti e relative riassicurazioni.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Compagnia assicuratrice « Unipol » Società per azioni, con sede in Torino, intesa ad ottenere l'autorizzazione ad esercitare le assicurazioni contro i danni nei rami: aeronautica, automobili, cauzioni, cristalli, films, furti, grandine, incendio, infortuni, responsabilità civile autoveicoli, responsabilità civile terzi, rischi spese legali e peritali, trasporti, e relative riassicurazioni;

Sentito il parere della Commissione consultiva per l'esercizio delle assicurazioni private,

Decreta:

La Compagnia assicuratrice « Unipol », Società per azioni, con sede in Torino, è autorizzata ad esercitare le assicurazioni contro i danni nei rami: aeronautica, automobili, cauzioni, cristalli, films, furti, grandine, incendio, infortuni, responsabilità civile autoveicoli, responsabilità civile terzi, rischi spese legali e peritali, trasporti e relative riassicurazioni.

Roma, addì 28 dicembre 1962

(173) *Il Ministro*: COLOMBO

DECRETO MINISTERIALE 29 dicembre 1962.

Approvazione di alcune condizioni particolari di polizza per il caso d'invalidità, presentate dalla Società reale mutua di assicurazioni, con sede in Torino.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Società reale mutua di assicurazioni, con sede in Torino, intesa ad ottenere l'approvazione di alcune condizioni particolari di polizza per il caso d'invalidità in sostituzione delle analoghe attualmente in vigore;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le condizioni particolari di polizza per il caso d'invalidità, presentate dalla Società reale mutua di assicurazioni, con sede in Torino.

Roma, addì 29 dicembre 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(174)

DECRETO MINISTERIALE 29 novembre 1962.
Iscrizione nella tariffa di vendita italiana della sigaretta di marca estera North Pole (Filter).

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 19 dicembre 1958, n. 1085;
Vista la legge 11 aprile 1959, n. 137;
Vista la legge 21 ottobre 1960, n. 1314;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 aprile 1959, n. 167 e successive modificazioni
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 novembre 1962, n. 1592;
Visto il decreto del Ministro per le finanze di concerto con il Ministro per il tesoro in data 26 novembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 26 novembre 1962, registro n. 8 Monopoli, foglio n. 106;
Ritenuto che occorre provvedere all'inquadramento di una sigaretta di marca estera nella classificazione dei prezzi di tariffa di cui alla tabella allegata al decreto del Presidente della Repubblica 22 novembre 1962, n. 1592;
Udito il Consiglio di amministrazione dei Monopoli di Stato;

Decreta:

Art. 1.

Nella classificazione stabilita dalla tabella allegata al decreto del Presidente della Repubblica 22 novembre 1962, n. 1592, la seguente sigaretta di marca estera è inquadrata nel prezzo di tariffa a fianco indicato:
North Pole (Filter) Lit. 19.000 il Kg. convenzionale — E' radiata dalla tariffa la sigaretta *North Pole* Filter di produzione svizzera iscritta a Lit. 18.000 più dazio.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione, entra in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 novembre 1962

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1963
Registro n. 1 Monopoli, foglio n. 13. — MONACELLI

(246)

DECRETO MINISTERIALE 7 gennaio 1963.
Declassificazione a comunale di un tratto di strada provinciale in provincia di Padova.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 12 febbraio 1958, n. 126;
Visto il decreto ministeriale in data 30 settembre 1960, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 26 ottobre 1960 al n. 263, con il quale la strada « Abano-Torreglia-Castelnuovo-Teolo » con inizio dal bivio di Montegratto in Abano, per Torreglia, Castelnuovo e Teolo, fino all'innesto con la strada provinciale Padova-Teolo-Este in Teolo, della lunghezza di Km. 14 + 170, è stata classificata provinciale;
Vista la deliberazione 25 luglio 1962, n. 9903, con la quale l'Amministrazione provinciale di Padova ha richiesto la declassificazione a comunale del tratto della strada suddetta che va dal bivio per Montegrotto fino al punto di intersezione con la costruenda strada di circonvallazione ovest di Abano della lunghezza di Km. 1 + 050;
Visto il parere favorevole espresso in merito dal Consiglio superiore dei lavori pubblici con voto 31 ottobre 1962, n. 2133
Ritenuto che occorre declassificare dalla categoria delle provinciali il tratto di strada anzidetto e di classificare lo stesso tra le comunali;

Decreta:

Il tratto della strada provinciale n. 43: Abano-Torreglia-Castelnuovo-Teolo, che va dal bivio per Montegrotto fino al punto di intersezione con la costruenda strada di circonvallazione ovest di Abano della lunghezza di Km. 1 x 050, cessa di appartenere al novero delle strade provinciali ed entra a far parte dell'elenco delle strade del comune di Abano Terme.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 gennaio 1963

Il Ministro: SULLO

(249)

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1963.
Nuova tabella dei tipi e delle denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato diretto all'estero.

IL MINISTRO
PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE
E
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 8 gennaio 1928, n. 486, convertito nella legge 29 novembre 1928, n. 2842;
Visto il decreto ministeriale 4 giugno 1962, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 3 agosto 1962, n. 195, col quale venne stabilita la tabella concernente la determinazione dei tipi e delle denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato da spedire all'estero;
Ritenuta la necessità di apportare nella tabella stessa modificazioni per esigenze di carattere tecnico;
Sulla proposta dell'Istituto nazionale per il commercio estero;

Decreta:

Art. 1.

La determinazione dei tipi e delle denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato diretto all'estero è stabilita in conformità della tabella annessa al presente decreto.

Art. 2.

Salvo quanto è disposto nel capoverso successivo, la tabella portante la determinazione dei tipi e delle de-

nominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato diretto all'estero, approvata con decreto ministeriale 4 giugno 1962, è abrogata e sostituita da quella di cui al precedente art. 1.

L'Istituto nazionale per il commercio estero è autorizzato a consentire le spedizioni all'estero di riso nazionale lavorato corrispondente alle caratteristiche e munito delle denominazioni previste dalla tabella di cui al precedente comma, in quanto trattisi di partite oggetto di contratti conclusi con gli acquirenti esteri anteriormente alla data di pubblicazione del presente decreto e semprechè tali contratti siano denunziati all'Istituto predetto entro quindici giorni dalla medesima data.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* ed entrerà in vigore alla data della sua pubblicazione.

Roma, addì 8 gennaio 1963

Il Ministro per il commercio con l'estero
PRETI

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
RUMOR

Il Ministro per l'industria e commercio
COLOMBO

Tipi e denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato diretto all'estero

I risi italiani destinati all'estero sono distinti nei seguenti tipi, gruppi e denominazioni:

Tipi	Gruppi denominazioni ufficiali	Varietà
Risi italiani a grana lunga	Superfino	Arborio, Carnaroli
	Fino	Gigante Vercelli. Razza 77 o R. 77, Rinaldo Bersani o R.B. Razza 82, Italpatna, Rizzotto, San Domenico
Risi italiani a grana media		Vialone (1)
	Semifino	Ardizzone o Stirpe 136, Maratelli, Precoce Rossi o G. Rossi, Vialone nano
Risi italiani a grana corta	Originario	Balilla, Balilla a grana grossa o Balilla gg., Americano 1600, Pierrot R. 253 o Balillone

(1) Il riso Vialone — a granello medio — per la sua qualità e pregi di cottura, è classificato come riso fino.

Caratteristiche e tolleranze dei gradi di lavorazione riguardanti i tipi, gruppi e relative denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato diretto all'estero

I gradi di lavorazione sono due e precisamente: 1° grado, denominao Exra e 2° grado o normale, senza definizione, con la sola denominazione del gruppo.

Classificazione	Gruppi denominazioni ufficiali	Gradi di lavorazione	TOLLERANZE % (1)								
			Spuntati	Rottura	Striati rossi	Gessati	Vaiolati	Macchiati	Ambrati	Gialli	Umidità
Risi italiani a grana lunga	Superfino extra	I	6	3	2	2,00	1,00	—	—	—	14,50
	Superfino	II	6	3	2	3,00	1,25	0,10	0,10	—	14,50
	Fino extra	I	6	3	2	1,50	1,00	—	—	—	14,50
	Fino (2)	II	6	3	2	2,50	1,25	0,10	0,10	—	14,50
Risi italiani a grana media	Semifino extra	I	3	3	2	2,00	1,00	0,10	—	—	14,50
	Semifino	II	3	3	2	3,00	1,25	0,10	0,10	—	14,50
Risi italiani a grana corta	Originario extra	I	1	2	2	1,50	1,00	0,10	—	0,02	14,50
	Originario	II	1	3	2	2,50	1,50	0,10	0,10	0,02	14,50

(1) Le tolleranze si intendono a percentuale ponderale.

(2) Il riso Vialone — qualificato fino — avendo granello di tipo medio, si riferisce, per le caratteristiche di lavorazione e tolleranza, a quelle del gruppo semifino.

Corpi estranei: Per tutti i tipi ufficiali di riso sono consentite le seguenti tolleranze di corpi estranei:

a) presenza di sostanze minerali ed organiche incommestibili estranee al riso: tolleranza sino allo 0,02 %;
b) presenza di semi, parti di semi o loro derivati commestibili: tolleranza sino allo 0,05 %.

Tutti i risi debbono essere sani, leali e mercantili.

I risi delle varietà classificato come « Superfino extra » e « Superfino », « Fino extra » e « Fino », « Semifino extra », e « Semifino » debbono avere alto grado di purezza, buona media dell'annata.

Quelli delle varietà classificate « originario extra » debbono essere a « pasta chiara », buona media dell'annata.

Marcature imballaggi:

Per tutti i tipi ufficiali di riso nazionale diretto all'estero, è facoltativo integrare la denominazione ufficiale del Marchio con l'indicazione della varietà. Inoltre, in aggiunta alle denominazioni obbligatorie, sono tollerate diciture quali: « Riso », « Riso italiano », od altre equivalenti in lingua estera, nonchè altre eventuali diciture richieste dalla legislazione del Paese importatore. Le indicazioni facoltative debbono essere apposte sugli imballaggi in caratteri di dimensioni non superiori a quelli usati per le indicazioni obbligatorie. Per la varietà « Arborio » è facoltativo integrare la denominazione ufficiale del Marchio con la dicitura « Gigante ».

Lavorazioni:

Per tutti i tipi sono ammesse le tre lavorazioni: a raffinato, ad oleato, ed a brillato. L'oleatura e la brillatura debbono risultare « perfette » per i tipi a lavorazione di 1° grado e « bene eseguite » per quelli a lavorazione di 2° grado.

Lavorazione di 1° grado:

Si intende una raffinazione profonda di risoni atti alla produzione dei tipi più pregiati (asportazione di tutto il pericarpo sino all'albume).

Lavorazione di 2° grado:

Si intende una raffinazione meno profonda della precedente, ma che dà tuttavia prodotti atti senz'altro alla brillatura.

Lavorazione ad oleato:

E' un successivo trattamento industriale della lavorazione a raffinato, che consiste in una leggera oleatura del granello, con olio inodoro e commestibile.

Lavorazione a brillato:

E' pure un successivo trattamento industriale della lavorazione a raffinato, che consiste nell'aggiunta di una minima traccia di glucosio e di talco, onde dare aspetto brillante al riso.

Purezza:

Il grado di purezza si intende unicamente riferito alla produzione media dell'annata, ed alla varietà.

Pasta chiara:

Deve intendersi in rapporto alle condizioni della produzione dell'annata.

Grani spuntati:

E' spuntato il granello dal quale sia stato asportato il dente.

Rottura grossa:

Comprende il corpetto e la mezzagrana (esclusa quindi la risina, la puntina e la scaglietta) e deve essere viva, sana, e dello stesso grado di lavorazione del riso.

Grani striati rossi:

Sono quelli interi, di normali dimensioni, ma che si presentano striature, anche accentuate, di colore rosso.

Grani gessati:

Sono quelli interi, di normali dimensioni, che che si presentano opachi e farinosi:

oltre il 50 % della loro superficie per le varietà a perla assente;

oltre il 75 % della loro superficie per le varietà a perla poco estesa;

totale della superficie per le varietà a perla estesa.

Grani vaiolati:

Sono quelli che portano una evidente macchia alla superficie. Sono assimilati ai grani vaiolati e compresi quindi nella percentuale di tolleranza per questi stabilita, i grani che presentano linee nere ed aloni scuri tali da pregiudicare l'aspetto del prodotto.

Grani macchiati:

Sono quelli che presentano una macchia estesa alla quasi totalità della superficie; (la macchia può essere di vario colore: bruno, nerastro, rossiccio, ecc.).

Grani ambrati:

E' ambrato il granello che ha subito una leggera uniforme alterazione di colorazione in tutta la sua massa.

Tale alterazione fa virare leggermente il colore bianco del granello verso il paglierino chiaro.

Grani gialli:

E' giallo il granello che ha modificato sostanzialmente, anche in una parte della superficie, il suo colore normale assumendo varie sfumature di colorazione da quella giallo-limone a quella giallo-arancio.

Roma, addì 8 gennaio 1963

Il Ministro per il commercio con l'estero
PRETI

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
RUMOR

Il Ministro per l'industria e commercio
COLOMBO

(266)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma originale di abilitazione all'esercizio professionale

Il dott. Alessandro Berruto, nato a Asso (Como) il 25 marzo 1910, ha dichiarato di avere smarrito il diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di farmacista, rilasciatogli dalla Università di Torino in data 12 settembre 1940.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Torino.

(182)

Autorizzazione all'Università di Parma ad acquistare un suolo edificatorio

Con decreto del prefetto di Parma n. 32188 in data 19 dicembre 1962, l'Università di Parma è stata autorizzata ad acquistare dal comune di Parma un suolo edificatorio di circa mq. 2540, sito in località Cornocchio, al prezzo di lire 1.600.200.

(255)

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 1° agosto 1962 registrato alla Corte dei conti il 27 novembre 1962, registro n. 64, foglio n. 24, su proposta del Ministro per la pubblica istruzione, è stato respinto il ricorso straordinario proposto dal dott. Guido Rossi, presidente del Consiglio di amministrazione della Fondazione « Arnaldo Rancati » di Milano avverso il decreto presidenziale di erezione in ente morale della Fondazione medesima.

(254)

MINISTERO DELLE FINANZE

Avviso di rettifica

Nel decreto ministeriale 22 dicembre 1962 « Speciali regimi d'imposizione una volta tanto per l'imposta sull'entrata per l'anno 1963 per alcune categorie di entrate », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 333 in data 31 dicembre 1962:

All'art. 3, pag. 5249 - riga 6-7, in luogo di « alla esportazione nazionale » leggasi « all'esportatore nazionale »;

All'art. 35, pag. 5254 - riga 53 - in luogo di « della vendita » leggasi « della rivendita ».

(253)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 12

Corso dei cambi del 17 gennaio 1963 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,80	620,85	620,85	620,85	620,80	620,80	620,87	620,80	620,80	620,85
$ Can.	576,30	576,75	576,50	576,95	574,75	576,66	576,625	576 —	576,70	576,75
Fr. Sv.	143,44	143,47	143,48	143,4825	143,45	143,45	143,48	143,40	143,45	143,50
Kr. D.	89,97	89,97	89,985	89,98	89,90	89,98	89,96	90 —	89,96	89,90
Kr. N.	86,92	86,92	86,95	86,93	86,95	86,91	86,94	86,95	86,93	86,95
Kr. Sv.	119,83	119,84	119,85	119,84	119,75	119,83	119,82	119,85	119,83	119,85
Fol.	172,51	172,46	172,45	172,415	172,50	172,47	172,42	172,50	172,52	172,50
Fr. B.	12,47	12,47	12,4750	12,4725	12,47	12,46	12,4715	12,48	12,46	12,465
Franco francese	126,69	126,70	126,72	126,71	126,70	126,69	126,705	126,70	126,70	126,70
Lst.	1741,95	1742,05	1742 —	1742,20	1742 —	1742,11	1742,25	1742 —	1742,12	1742,10
Dm. occ.	154,94	155 —	154,99	154,97	154,92	154,97	154,99	155 —	154,97	154,98
Scell. Austr.	24,04	24,035	24,035	24,034	24 —	24,03	24,035	24,05	24,03	24,04
Escudo Port.	21,71	21,72	21,73	21,72	21,70	21,71	21,71	21,70	21,72	21,71

Media dei titoli del 17 gennaio 1963

Rendita 5 % 1935	114,45
Redimibile 3,50 % 1934	94,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,60
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,175
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,825
Id. 5 % (Città di Trieste)	99,90
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,80
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	101,55
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	102,65
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	103,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	103,50
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	103,175
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	104,275
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	104,475
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,70

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 17 gennaio 1963

1 Dollaro USA	620,86
1 Dollaro canadese	576,775
1 Franco svizzero	143,481
1 Corona danese	89,97
1 Corona norvegese	86,935
1 Corona svedese	119,83
1 Fiorino olandese	172,417
1 Franco belga	12,472
1 Franco francese	126,707
1 Lira sterlina	1742,225
1 Marco germanico	154,98
1 Scellino austriaco	24,034
1 Escudo Port.	21,715

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Rettifiche apportate a precedenti decreti di ricompense al valor militare

Decreto presidenziale 20 ottobre 1962 registrato alla Corte dei conti, addì 18 dicembre 1962, registro n. 87 Difesa-Esercito, foglio n. 59

I seguenti decreti relativi a concessioni di ricompense al valor militare sono rettificati come qui di seguito indicato:

regio decreto 6 gennaio 1924 - Bollettino ufficiale 1924, dispensa 3ª, pagina 128:

Bottoni Pierino, da Milano, sergente 1195ª compagnia mitragliatrici, matricola 4628, viene rettificato in: Bottoni Pietro, nato a Copparo (Ferrara) il 9 dicembre 1895. Inoltre la matricola è: 4648.

decreto presidenziale 4 febbraio 1955 - Bollettino ufficiale 1955, dispensa 10ª, pagina 1238:

Lacca Giulio di Carlo e di Bonetti Rina, da Limone (Cuneo), caporal maggiore 1° reggimento alpini - battaglione « Ceva », classe 1916, viene rettificato in: Lacca Giulio fu Gaetano e di Giulianelli Maria, nato a Tenda (Francia).

decreto luogotenenziale 19 aprile 1917, registrato alla Corte dei conti il 21 maggio 1917, registro n. 45 Guerra, foglio n. 145 - Bollettino ufficiale 1917, dispensa 31ª, pagina 2667, già rettificato nel cognome da Tummo in Tunno, con regio decreto 14 luglio 1928, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1928, registro n. 28 Guerra, foglio n. 574 - Bollettino ufficiale 1928, dispensa 51ª, pagina 3196.

Tunno Alfonso, da Rojo Piano (frazione Poggio di Rojo) (L'Aquila), caporale reggimento fanteria, matricola n. 24309, viene rettificato in: Tunno Lorenzo detto Alfonso.

regio decreto 21 dicembre 1924 - Bollettino ufficiale 1924, dispensa 59ª, pagina 3452:

Salamoni Luigi, da Ramiseto (Reggio Emilia), caporale, matricola n. 342. Il cognome viene rettificato in: Salomoni.

decreto luogotenenziale 11 aprile 1918, registrato alla Corte dei conti il 27 maggio 1918, registro n. 88 Guerra, foglio n. 35 Bollettino ufficiale 1918, dispensa 26ª, pagina 2025:

Scappolo Pietro, da Conselve (Padova), soldato reggimento fanteria, matricola n. 17052. Il cognome viene rettificato in: Scapolo. Inoltre la matricola è: 17042.

decreto presidenziale 15 marzo 1951, registrato alla Corte dei conti il 19 aprile 1951, registro n. 17 Esercito, foglio n. 267 Bollettino ufficiale 1951, dispensa 16ª, pagina 2314:

Tommasino Rosaria di Giuseppe e di Ignazio Rosaria, da Misilmeri (Palermo), classe 1919, fante 81° reggimento fanteria « Torino », viene rettificato in: Tomasino Rosario di Giuseppe e di Ingrassia Rosaria.

(245)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concorso per esami a sei posti di volontario nella carriera commerciale, riservato agli impiegati sia del ruolo organico che dei ruoli aggiunti della carriera degli assistenti commerciali.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Visto il testo unico approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1957, n. 1341;
Visto l'art. 10 della legge 4 giugno 1962, n. 524;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a sei posti di volontario nella carriera commerciale riservato agli impiegati sia del ruolo organico che dei ruoli aggiunti della carriera degli assistenti commerciali che siano in possesso dei requisiti di cui al primo ed al secondo comma dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1957, n. 1341, e che alla data di scadenza del termine stabilito nel successivo art. 3, abbiano maturato almeno sei anni di servizio nella carriera cui appartengono.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso e necessario inoltre il possesso dei seguenti requisiti:

1) costituzione fisica che permetta di affrontare qualsiasi clima ed assenza di imperfezioni fisiche, a meno che queste siano state contratte in guerra e per causa di guerra e semprechè non siano di impedimento all'esercizio delle funzioni proprie della cariera commerciale;

II) attitudine professionale, di cui all'art. 223, lettera *b*), del testo unico approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, da accertarsi nei modi indicati nel successivo art. 5.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, su carta da bollo da L. 200, sottoscritte dagli aspiranti ed indirizzate al *Ministero degli affari esteri*, Direzione generale del personale, Ufficio I, devono essere presentate o fatte pervenire al Ministero stesso entro il termine perentorio di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, anche se l'aspirante risieda all'estero. Insieme alla domanda e comunque non oltre la scadenza del predetto termine perentorio di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, dovranno altresì essere presentati o fatti pervenire i due documenti indicati ai numeri I) e II) del settimo comma del presente articolo.

I documenti indicati nei successivi numeri I) e II) devono essere rilasciati in data compresa fra il giorno di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e la scadenza del predetto termine perentorio di sessanta giorni.

Non si terrà conto delle domande o dei documenti che saranno presentati o perverranno dopo il termine sopra indicato anche se spedite per posta o con qualsiasi altro mezzo entro il termine medesimo.

La mancata presentazione dei predetti due documenti nel termine soprariferito comporta senz'altro la esclusione dal concorso.

Nella domanda l'aspirante deve dichiarare:

1) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

2) le eventuali condanne penali riportate anche all'estero e i procedimenti penali pendenti in Italia o all'estero;

3) le invalidità e le infermità di cui sia eventualmente affetto e le cause che le hanno determinate;

4) di quale titolo di studio sia in possesso, specificando presso quale Università o Istituto lo abbia conseguito e in quale data.

L'aspirante dovrà altresì specificare, fornendo anche le eventuali indicazioni negative:

a) se coniugato, il nome e il cognome, la data e il luogo di nascita del coniuge;

b) se residente all'estero, l'ultimo domicilio in Italia e qualora sia coniugato, l'ultimo domicilio in Italia o all'estero del coniuge;

c) se, e in quali lingue estere, oltre quelle obbligatorie (francese ed inglese), l'aspirante desideri sostenere le prove facoltative scritte o orali, o entrambe le prove come indicato nel successivo art. 7;

d) il proprio domicilio e l'indirizzo al quale chiede che sia trasmessa ogni comunicazione relativa al concorso e che siano restituiti, a concorso ultimato, i documenti presentati.

La firma in calce alla domanda deve essere fornita del visto del capo dell'ufficio presso il quale l'aspirante presta servizio.

I. *a*) se abbia già prestato servizio militare o se sia stato dichiarato « abile arruolato »: copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) in carta da bollo da L. 200 rilasciato dalla competente autorità militare;

b) se sia stato dichiarato riformato o rivedibile: certificato di esito di leva in carta da bollo da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune competente e provvisto del visto di conferma del commissario di leva, o dalla competente autorità diplomatica o consolare italiana, da cui risultino le indicazioni relative alle cause che hanno determinato la dichiarazione di inabilità permanente o temporanea al servizio militare.

II. Certificato medico su carta da bollo da L. 100 dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica, con l'esplicita specificazione che egli è in grado di affrontare qualsiasi clima e che non ha imperfezioni fisiche a meno che queste siano state contratte in guerra e per cause di guerra e semprechè non siano di impedimento all'esercizio delle funzioni proprie della carriera commerciale: tale certificato dovrà essere rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, ovvero, se l'aspirante è residente all'estero, da un medico di fiducia dell'autorità diplomatica o consolare italiana a cui spetta di autenticare ed eventualmente tradurre il certificato, previa dichiarazione che esso è stato rilasciato da un sanitario di sua fiducia.

Il possesso del predetto requisito può essere accertato con visita medica di controllo da parte dell'Amministrazione in qualsiasi momento.

Art. 4.

Il requisito dell'attitudine professionale di cui all'art. 223, lettera *b*), del testo unico approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, sarà accertato mediante colloquio nel quale gli aspiranti debbono dar prova della propria attitudine ad orientarsi nei principali problemi internazionali in relazione agli aspetti economici e commerciali.

Il colloquio si svolgerà con la Commissione di cui all'articolo 4 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1957, n. 1341.

La data fissata per il colloquio che avrà luogo presso il Ministero degli affari esteri, sarà comunicata individualmente agli aspiranti non meno di dieci giorni prima.

Gli aspiranti dovranno presentarsi al colloquio muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento

1) fotografia di data recente (applicata sul prescritto foglio di carta da bollo), provvista della firma del concorrente, autenticata dal sindaco o da un notaio;

2) libretto ferroviario personale, se il candidato è dipendente dello Stato;

3) tessera postale;

4) porto d'armi;

5) patente automobilistica;

6) passaporto;

7) carta d'identità.

Art. 5.

Gli esami consisteranno in cinque prove scritte ed una orale.

Le prove scritte verteranno sulle seguenti materie:

a) diritto privato, con particolare riguardo al diritto commerciale;

b) economia politica, politica economica e finanziaria, tecnica bancaria e tecnica commerciale (commercio interno, commercio internazionale);
c) tecnica degli scambi e degli accordi commerciali di pagamento;
d) lingua francese;
e) lingua inglese.

L'esame orale verterà, oltre che sulle materie che hanno formato oggetto delle prove scritte, anche sulle seguenti:
1) diritto internazionale, pubblico e privato;
2) diritto costituzionale ed amministrativo;
3) geografia commerciale;
4) elementi di merceologia;
5) legislazione doganale e valutaria;
6) statistica.

I testi dei programmi di esame sono pubblicati nella tabella annessa al presente decreto.

Art. 6.

Il punteggio per ogni prova è espresso in ottantesimi.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media di almeno cinquantasei ottantesimi nelle prove scritte e non meno di quarantotto ottantesimi in ciascuna di esse. Per superare la prova orale il concorrene deve ottenere almeno quarantotto ottantesimi.

La votazione complessiva è data dalla somma risultante dalla media dei voti riportati nelle prove scritte, eventualmente aumentata del punteggio riportato nelle prove scritte di lingue facoltative di cui al successivo art. 8, e dal voto riportato nella prova orale eventualmente aumentato del punteggio riportato nelle prove orali di lingue facoltative.

Art. 7.

In aggiunta alle prove obbligatorie nelle lingue francese ed inglese, l'aspirante può chiedere di essere sottoposto alla prova facoltativa scritta o orale, o ad entrambe le prove, nelle lingue tedesca, russa, spagnola ed araba, nonchè alla sola prova orale in altre lingue.

Per ciascuna prova scritta sostenuta nelle lingue facoltative sopra indicate il concorrente può conseguire un massimo di 2 punti, purchè raggiunga la sufficienza in almeno punti 1,2. Il punteggio conseguito si aggiunge alla media dei voti riportata nelle prove scritte obbligatorie, sempre che il candidato abbia ottenuto in queste ultime il punteggio richiesto per l'ammissione alla prova orale.

Per le prove orali di lingue facoltative il concorrente può beneficiare di un massimo di 2 punti per ciascuna lingua, purchè raggiunga la sufficienza di almeno punti 1.2. In ogni caso, il concorrente non può beneficiare di più di otto punti complessivamente per le prove orali di lingue facoltative. Il punteggio conseguito si aggiunge al voto, espresso in ottantesimi, riportato nella prova orale obbligatoria, sempre che il candidato abbia ottenuto in questa ultima la sufficienza.

Art. 8.

I candidati hanno otto ore di tempo per svolgere i temi di cui alle lettere *a*), *b*) e *c*) del precedente art. 5; quattro ore per svolgere quelli di lingua estera.

Le prove scritte saranno tenute in giorni consecutivi, non compresi quelli festivi, la prova orale dura complessivamente non meno di un'ora.

Le prove scritte delle lingue estere obbligatorie e di quelle facoltative consistono in una composizione con l'uso del vocabolario; quelle orali, prevalentemente in una conversazione nella lingua estera con l'esaminatore.

I candidati dovranno presentarsi alle prove di esame forniti di uno dei documenti di riconoscimento indicati nel precedente art. 4.

Art. 9.

Le prove di esame avranno luogo a Roma, nella sede del Ministero degli affari esteri.

Il diario delle prove scritte sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di quindici giorni prima dell'inizio di esse e ne sarà dato avviso, entro lo stesso termine, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Ai fini della predisposizione delle aule e del materiale delle prove scritte d'esame, il Ministero all'atto della comunicazione individuale potrà invitare i candidati a confermare la loro intenzione di partecipare al concorso.

Ai candidati che conseguono l'ammissione alla prova orale l'avviso per la presentazione alla prova stessa sarà dato individualmente almeno venti giorni prima della data in cui debbono sostenerla.

Art. 10.

Il Ministro per gli affari esteri, riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso, approva con proprio decreto, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione in carriera. la graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei nelle prove di esame.

Art. 11.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e che intendano fare valere titoli di preferenza o di precedenza dovranno presentare o far pervenire al Ministero degli affari esteri - Direzione generale del personale - Ufficio I, entro il termine perentorio di venti giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi ai sensi della circolare n. 247 del Giornale militare ufficiale 1937, in carta bollata da L. 200;

b) gli ex combattenti della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione e coloro che appartengono alle categorie assimilate, compresi i partigiani combattenti e prigionieri di guerra, dovranno produrre, a seconda delle Forze armate di appartenenza, la dichiarazione integrativa in carta bollata da L. 100 di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare n. 202860/Od.6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina.

c) i reduci dalla deportazione e dall'internamento presenteranno apposita dichiarazione, in carta bollata da L. 100 rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

c) i mutilati e gli invalidi di guerra e coloro che appartengono alle categorie assimilate, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

d) i mutilati o invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di pensione e la voce dell'invalidità, ovvero il modello 69-*ter* rilasciato dalla competente autorità;

e) i figli dei mutilati ed invalidi, di cui alla precedente lettera *d*) dovranno comprovare la loro qualifica presentando un certificato in carta da bollo da L. 100 del sindaco del Comune di residenza attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

f) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno comprovare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 100 rilasciata dal sindaco del Comune di residenza attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione;

g) gli orfani dei caduti in guerra e coloro che appartengono alle categorie assimilate dovranno presentare un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzata dal prefetto;

h) gli orfani dei caduti per servizio dovranno produrre un certificato rilasciato ai sensi dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

i) i profughi dai territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948, rilasciata in carta bollata da L. 100 dal prefetto della Provincia in cui risiedono, e, se risiedono all'estero. dal prefetto di Roma;

l) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia, quelli dai territori sui quali in seguito al trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpito dalla guerra, che si trovano nelle

condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in carta da bollo da L. 100;

m) i decorati di medaglia al valor militare o croce di guerra, i feriti di guerra, i promossi per merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autenticata del relativo brevetto o *del documento di concessione;*

n) coloro che abbiano riportato sanzioni penali, per comportamento contrario al regime fascista, presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo o siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata, su carta da bollo da L. 100, dal prefetto della Provincia in cui hanno la loro residenza;

o) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali debbono presentare un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

p) i concorrenti dovranno produrre un certificato su carta bollata da L. 100 rilasciato dall'Amministrazione, da cui risultino la data d'inizio, la durata, la natura e la qualità del servizio prestato, nonchè gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma.

Art. 12.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale dovranno presentare o far pervenire al Ministero degli affari esteri — Direzione generale del personale — Ufficio I, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti:

1) titolo di studio;

2) copia integrale dello stato matricolare, in carta da bollo da L. 200, di data non anteriore a quella in cui avranno ricevuto il relativo invito;

3) attestazione in carta da bollo da L. 100 (rilasciata dall'Amministrazione) dalla quale risulti se il concorrente sia attualmente sottoposto a procedimento disciplinare.

Art. 13.

Il Ministro, valutati, a norma dell'art. 5 del testo unico approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, i titoli di preferenza degli idonei a parità di merito nonchè i titoli di precedenza che danno luogo a riserva di posti, dichiara con proprio decreto, i vincitori del concorso.

La graduatoria dei candidati dichiarati idonei e quella dei vincitori del concorso sono pubblicate nel « Foglio di comunicazioni » del Ministero degli affari esteri e di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 14.

I vincitori del concorso sono nominati, con decreto del Ministro per gli affari esteri, volontari nella carriera commerciale per prestare il servizio di prova stabilito dall'art. 224 del testo unico approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Il volontario, che senza giustificato motivo non assuma servizio entro il termine stabilito, decade dalla nomina.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 novembre 1962

p. *Il Ministro*: RUSSO

Registrato alla Corte dei conti il 28 *dicembre* 1962
Registro n. 184 *Esteri, foglio n.* 379. — ALLAMPRESE

TABELLA

PROGRAMMA DEGLI ESAMI

I. — *Diritto privato, con particolare riguardo al diritto commerciale*

1. — Nozioni e fondamento del diritto. Principi generali. Partizione del diritto. Fonti del diritto. La codificazione.

2. — Interpretazione delle norme giuridiche. Limiti di efficacia delle norme giuridiche. Il diritto soggettivo: definizioni, caratteri e categorie. Acquisto, perdita e modificazione dei diritti.

3. — Il negozio giuridico. Classificazione dei negozi. Elementi del negozio. Formazione e manifestazione della volontà negoziale. L'oggetto, la causa e la forma del negozio. Vicende del negozio: nullità, annullabilità, risoluzione, rescissione. La rappresentanza.

4. — Persone fisiche. Capacità giuridica e capacità di agire. Diritti della personalità. Gli istituti di tutela della persona fisica. Stato civile.

5. — Persone giuridiche. Requisiti di esistenza. Capacità e rappresentanza.

6. — Famiglia. Matrimonio, filiazione ed adozione.

7. — Successione: concetto e principi fondamentali della successione per causa di morte. Donazione.

8. — Diritti reali, nozioni e classificazioni delle cose e dei beni. Proprietà, modi di acquisto e perdita della proprietà. Comunione e condominio. Servitù. Possesso.

9. — *Diritti di obbligazione. Concetto ed elementi dell'obbligazione.* Modificazioni soggettive ed oggettive del rapporto obbligatorio. Adempimento, inadempimento, estinzione dell'obbligazione.

10. — Contratti in generale. Classificazione dei contratti. Principali tipi di contratto.

11. — Contratto di trasporto.

12. — Contratti bancari e di conto corrente. Legislazione sulle banche e sulle borse.

13. — Contratto di assicurazione. Legislazione in materia di istituti di assicurazione.

14. — Contratto di mandato: contratti di commissione di spedizione, di agenzia.

15. — L'impresa: l'imprenditore, l'agente. Le imprese commerciali. La società: concetti generali, elementi costitutivi del contratto di società. La società per azioni: costituzione, organi sociali, rapporti interni, rapporti con terzi. La società a responsabilità limitata. Le cooperative, le mutue. I consorzi.

16. — Diritti sui beni immateriali: proprietà industriale, letteraria ed artistica, marchi, disegni, modelli e brevetti.

17. — Titoli di credito: cambiale ed assegno bancario. Titoli rappresentativi delle merci.

18. — Fallimento. Concordato preventivo. Liquidazione coatta amministrativa.

19. — Proprietà della nave e dell'aeromobile. Esercizio della nave e dell'aeromobile.

20. — Obbligazioni relative alla navigazione con particolare riguardo ai contratti di utilizzazione della nave e dell'aeromobile.

21. — Avarie comuni, assistenza, salvataggio e recupero. Assicurazioni dei rischi della navigazione. Garanzia delle obbligazioni relative alla navigazione.

22. — Tutela dei diritti: trascrizione, prove, privilegi, garanzie patrimoniali, tutela giurisdizionale dei diritti. Prescrizione e decadenza.

II. — *Economia politica, politica economica e finanziaria, tecnica bancaria e tecnica commerciale* (*commercio interno, commercio internazionale*).

a) *Economia politica:*

1. — I bisogni. I beni. L'utilità. La ricchezza. Il reddito: formazione, distribuzione ed impiego del reddito. Il valore.

2. — L'equilibrio del consumatore. La domanda individuale di beni a fecondità semplice, la domanda individuale di beni durevoli. Il risparmio individuale. L'elasticità della domanda individuale. La rendita del consumatore.

3. — I fattori della produzione: complementarietà e sostituibilità individuale della produzione. Produttività media e produttività marginale di un fattore della produzione. La legge della produttività decrescente. L'ottimo impiego dei fattori della produzione. La domanda dei servizi produttivi. Il costo obiettivo e il costo subiettivo. Il costo fisso, il costo variabile, il costo totale, il costo medio e il costo marginale. L'equilibrio dell'impresa in periodo lungo. L'equilibrio dell'impresa in periodo breve. La curva di offerta della singola impresa in condizioni di concorrenza. L'offerta a costi congiunti e a costi connessi.

4. — Lo scambio dei beni. La domanda collettiva. L'offerta collettiva. L'elasticità della domanda e dell'offerta collettiva. Il mercato e le forme di mercato. Il prezzo in condizioni di concorrenza. Il prezzo in condizioni di monopolio, di monopolio parziale, di duopolio, di oligopolio e di monopolio bilaterale.

5. — La formazione del prezzo dei servizi produttivi in condizioni di concorrenza e in condizioni di monopolio. Le risorse naturali e la rendita. Il lavoro e il salario. Il rispar-

mio e l'investimento. Il capitale e il saggio di interesse. Le teorie dell'interesse. Saggi di interesse per prestiti a breve e a lunga scadenza. L'impresa, il rischio e il profitto.

6. — Lo scambio e la moneta. Le funzioni della moneta. Classificazione della moneta. Moneta bancaria. Moneta comune. Il valore della moneta. La domanda e l'offerta di moneta. La velocità di circolazione della moneta. L'equazione dello scambio. I sistemi economici a moneta aurea e quelli a moneta inconvertibile.

7. — Nozione e funzione del credito. Il credito, il risparmio e la moneta. Il credito alla produzione e il credito al consumo. La banche come organi di credito. L'istituto di emissione. La scuola bancaria e la scuola metallica. Le banche ordinarie di credito. Il credito bancario a breve scadenza, il credito industriale a media e a lunga scadenza. La liquidità bancaria. Il riscontro da parte della banca centrale. Gli strumenti di controllo della banca centrale. La politica dello sconto. Le operazioni sul mercato aperto. Il mercato monetario e il mercato finanziario. La speculazione commerciale e finanziaria. I cicli economici e la politica anticiclica.

8. — Il movimento internazionale dei beni. Il movimento internazionale del capitale Il movimento internazionale del lavoro. La bilancia dei pagamenti. La bilancia commerciale. La teoria della domanda - offerta internazionale.

9. — Il cambio fra sistemi economici a moneta aurea. Il meccanismo dell'equilibrio fra sistemi economici a moneta aurea. Il cambio fra sistemi economici a moneta inconvertibile. Il problema della convertibilità e della trasferibilità monetaria.

10. — I trattati di commercio. La clausola della nazione più favorita. Le tariffe e i dazi doganali. Gli effetti economici dei dazi. Importazione ed esportazione temporanea: il draw back. I premi. Il dumping. Il contingentamento. Il controllo dei cambi. Gli accordi di compensazione valutaria (clearing). Le compensazioni mercantili. Gli Accordi di pagamento. Le aree di libero scambio e le aree preferenziali. Le unioni doganali. Le unioni economiche. Le aree valutarie.

11. — Il Consiglio economico e sociale delle Nazioni Unite (Ecosoc). Il fondo monetario internazionale (I.M.F.). La Banca per la ricostruzione e lo sviluppo (B.I.R.S.). L'Organizzazione internazionale del commercio (I.T.O.) e l'Accordo generale sulle tariffe e il commercio (G.A.T.T.). L'organizzazione internazionale del lavoro (I.L.O.). L'Organizzazione per l'alimentazione e l'agricoltura (F.A.O.). L'Organizzazione europea per la cooperazione e lo sviluppo economico (O.C.S.E.). L'Unione europea dei pagamenti (E.P.U.). La Comunità europea del carbone e dell'acciaio e dell'Energia atomica (C.E.E e C.E.E.A.).

12. — Cenni sulla struttura economica e sulle condizioni economiche dei seguenti Paesi: Italia, Stati Uniti, U.R.S.S., Regno Unito, Francia e Germania.

b) *Politica economica e finanziaria*:

1. — Politica ed economia. I sistemi economici individualisti, i sistemi economici collettivisti, i sistemi economici misti.

2. — La politica del consumo e la politica del risparmio. La politica del risparmio e la politica dell'investimento. La politica della produzione e delle partecipazioni statali. La politica anti-monopolistica;

3. — La politica salariale e dell'occupazione: a) il salario e la produttività; b) il salario dell'occupazione; c) la disoccupazione e la lotta contro la disoccupazione; d) la politica migratoria, interna ed internazionale.

4. — La politica monetaria e la politica creditizia; a) l'inflazione; b) la deflazione; c) la politica di stabilità del potere di acquisto.

5. — La politica finanziaria; a) la pressione tributaria; b) la politica dei prestiti pubblici.

6. — La politica di redistribuzione del reddito. La politica di sviluppo economico: il piano Vanoni. La politica dei trasporti;

7. — La politica degli scambi con l'estero: politica liberista; politica protezionista; politica autarchica.

c) *Tecnica bancaria e tecnica commerciale (commercio interno, commercio internazionale)*:

1. — L'organizzazione delle banche di credito ordinario Le operazioni delle banche di credito ordinario. Le operazioni attive: le operazioni di sconto, le aperture di credito. le anticipazioni su titoli e su merci. Le operazioni passive: i depositi bancari, i conti correnti passivi. La gestione bancaria: la liquidità. i tassi attivi e passivi, la gestione cambi; la gestione fidi, la gestione titoli. Il finanziamento del commercio estero.

2. — Organizzazione, ubicazione e dimensione dell'impresa commerciale. La gestione degli acquisti e delle vendite. Le scorte. La pubblicità. I costi di distribuzione nel commercio in grosso e al dettaglio, interno e internazionale. Raccolta, trasporto, immagazzinamento delle merci. Conservazione, alterazione e impiego delle merci. Sofisticazioni, surrogazioni e sostituzioni. I prodotti tipici e la loro tutela. L'espansione commerciale mediante creazione di filiali all'estero.

III. — *Tecnica degli scambi e degli accordi commerciali di pagamento.*

1. — Le negoziazioni in cambi, a pronti e a termine, in regime di mercato libero e di mercato controllato. Gli arbitraggi in cambi: cambio diretto e cambio indiretto (cross-rate). Le operazioni su merci. Le aperture di credito documentate.

2. — Il regolamento degli scambi commerciali con l'estero: a) in valuta libera; b) col sistema della compensazione generale (clearing); c) col sistema della compensazione privata e con quello di affari globali; d) col sistema degli affari di reciprocità; e) con le operazioni franco-valuta.

3. — Merci soggette a controllo all'esportazione e contingenti relativi.

4. — Criteri di ripartizione delle licenze di importazione e di esportazione: garanzie di utilizzo, rinnovo, ecc.

5 — Criteri di limitazione alle importazioni: contingenti specifici e globali; contingenti doganali, stagionalità, calendario dei prodotti agricoli.

6. — Accordi commerciali e di pagamento recentemente conclusi dall'Italia.

7. — Le disposizioni tipiche e le modalità di controllo degli accordi di pagamento e degli accordi di compensazione e di pagamento a base multilaterale conclusi fra i Paesi del l'O.C.S.E. Il sistema della lira multilaterale.

8. — Liberalizzazioni convenzionate nel quadro dell'O.C.S.E. e liberalizzazioni concesse in via autonoma (importazioni a dogana). Contingenti di salvaguardia. I più recenti sviluppi del processo di liberalizzazione degli scambi europei: Comunità economica europea.

IV. — *Diritto internazionale pubblico e privato*

a) *Diritto internazionale pubblico*:

1. — Struttura della Comunità internazionale. Principi ispiratori e caratteri del suo ordinamento. L'ordinamento internazionale e gli ordinamenti interni degli Stati.

2. — Le norme dell'ordinamento internazionale e i loro caratteri. Validità ed efficacia delle norme internazionali.

3. — I soggetti. La personalità internazionale degli Stati. Soggetti internazionali diversi dagli Stati. Personalità delle unioni di Stati. Gli Stati giuridici soggettivi internazionali.

4. — Organi dei singoli Stati per le relazioni internazionali. Organi di soggettivi internazionali.

5. — I fatti giuridici. Atti giuridici. Accordi. Fatti illeciti. La responsabilità internazionale.

6. — La sovranità territoriale degli Stati Uniti su territori altrui.

7. — Limiti dell'attività degli Stati rispetto agli individui nel loro ordinamento interno.

8. — Trattati collettivi e bilaterali concernenti la cooperazione internazionale nel campo economico e commerciale. Le istituzioni europee di cooperazione e integrazione economica: O.C.S.E., U.E.P., C.E.C.A., Comunità economica europea, Comunità europea per l'energia atomica, ecc.

9. — Procedimenti di soluzione delle controversie internazionali. Arbitrato Corte internazionale di giustizia. Procedimenti per la tutela dei diritti. Autotutela. Tutela associata.

10. — Lo stato di guerra e il rapporto di neutralità.

b) *Diritto internazionale privato*:

1. — Nozioni generali: natura e funzione delle norme di diritto internazionale privato. Interpretazione e limiti al funzionamento delle norme di diritto internazionale privato. L'adattamento delle norme straniere richiamate. Persone. Rapporti di famiglia. Diritti reali. Successioni. Donazioni. Obbligazioni. Forma degli atti.

2. — Il diritto commerciale (con particolare riguardo ai contratti e alle società commerciali) e il diritto marittimo ed aereo internazionale. Convenzioni relative al diritto internazionale privato che interessano il campo economico e commerciale.

3. — Nozioni fondamentali di diritto processuale civile internazionale (limiti della giurisdizione italiana e riconoscimento delle sentenze straniere).

4. — Nozioni di diritto internazionale tributario.

V. — *Diritto costituzionale ed amministrativo*

1. — Concetto e partizione del diritto pubblico.

2. — Lo Stato: elementi e potestà. Caratteristiche generali dello Stato moderno. La personalità giuridica e le funzioni dello Stato: la divisione dei poteri. Struttura dello Stato: forme di Stato e forme di Governo.

3. — La rappresentanza politica. L'ordinamento costituzionale italiano. Gli organi: Parlamento, Presidente della Repubblica. Governo. L'ordinamento regionale. La Corte costituzionale.

4. — La funzione legislativa: forme dell'attività legislativa, legge formale, regolamenti ed altri atti normativi.

5. — La funzione giurisdizionale: posizione e garanzie della magistratura.

6. — Il diritto amministrativo e le sue fonti. Concetto di pubblica Amministrazione e di organo.

7. — L'organizzazione amministrativa. L'amministrazione diretta centrale e locale. L'amministrazione autarchica: enti territoriali e non territoriali. Organi attivi, organi consultivi, organi di controllo.

8. — I mezzi dell'azione amministrativa. Il regime amministrativo dei beni, le prestazioni dei privati all'Amministrazione.

9. — Gli atti amministrativi: classificazione e tipi.

10. — La giustizia nell'Amministrazione; tutela dei diritti e interessi dei singoli, ricorsi amministrativi, tutela giurisdizionale.

VI. — *Geografia commerciale*

1. — Geografia della produzione. Distribuzione geografica dei prodotti agricoli di grande consumo alimentare: cereali, piante da zucchero, da olio e per bevande. Le industrie relative. I prodotti agricoli di grande uso industriale: fibre tessili e caucciù. L'allevamento ed i suoi prodotti. Il bosco e la pesca. Distribuzione geografica della produzione dei minerali. I combustibili: carbone e petrolio. I minerali metallici. Le industrie siderurgica e meccanica.

2. — Geografia del commercio e delle comunicazioni. I grandi mercati di importazione e di esportazione. Le correnti commerciali e il commercio estero dei principali Paesi, con riguardo allo sviluppo e alla consistenza attuale del commercio italiano. Sviluppo delle comunicazioni e condizioni odierne dell'industria e dei trasporti nei diversi Stati. Reti di comunicazioni terrestri, marittime e aeree.

VII. — *Elementi di merceologia*

Merci e mercati. Marchi. Materie prime, prodotti naturali e prodotti artificiali. Combustibili. Carboni. Petroli. Prodotti di elaborazione dei combustibili e dei petroli. Materie prime e prodotti organici. Prodotti alimentari vegetali ed animali. Le industrie agrarie e chimico-agrarie: zuccheri, alcoli, grassi. Materia prima e prodotti metallurgici. L'industria chimica inorganica. Fibre tessili naturali e artificiali. Prodotti sintetici.

VIII. — *Legislazione doganale e valutaria*

a) *Regimi doganali in genere*:

Tariffa doganale (autonoma) e tariffa convenzionale. Trattati di commercio e accordi di contingentamento e di pagamenti. Clausola della Nazione più favorita. Tariffe preferenziali, differenziali e dazi di rappresaglia.

b) *Regime doganale italiano*:

Dogane e loro classificazione. Destinazioni doganali e relative operazioni. Diritti di confine e diritti doganali. Zone franche, punti franchi, depositi franchi, magazzini generali e depositi doganali. Contravvenzioni e contrabbando doganali.

IX. — *Statistica*

Il metodo statistico e i suoi procedimenti. Rilevazione dei dati. Serie statistiche. Medie. Indici. Rappresentazioni grafiche. Interpolazione, extrapolazione. Interpretazione dei risultati. Correlazione. Movimenti tendenziali e ciclici. Fonti statistiche italiane.

Roma, addì 15 novembre 1962

p. *Il Ministro*: Russo

(211)

MINISTERO DELLA SANITA'

Concorso per esami a quindici posti di medico provinciale di 2ª classe in prova nella carriera direttiva dei medici provinciali del Ministero della sanità.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 agosto 1959, n. 750, concernente la revisione dei ruoli organici e delle carriere del personale del Ministero della sanità e dell'Istituto superiore di sanità;

Considerato che nel ruolo della carriera direttiva dei medici provinciali del Ministero della sanità è disponibile, nelle qualifiche fino a medico provinciale di 1ª classe, tenuto anche conto dei posti di risulta nelle qualifiche superiori, un sufficiente numero di posti rispetto a quelli messi a concorso;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 268, con il quale vengono fissate norme per la presentazione delle domande e dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visti il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678 e la legge 18 marzo 1958, n. 228, recanti nuove norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione di firme;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e 3 maggio 1957, n. 686, con cui sono stati, rispettivamente, approvati il testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato e le relative norme di esecuzione;

Decreta:

Art. 1.

Posti a concorso

E' indetto un concorso per esami a quindici posti di medico provinciale di 2ª classe in prova nella carriera direttiva dei medici provinciali del Ministero della sanità.

Art. 2.

Requisiti per l'ammissione

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

a) laurea in medicina e chirurgia;

b) abilitazione all'esercizio professionale;

c) età non superiore agli anni 32.

Per le categorie di candidati, a cui favore leggi speciali prevedono deroghe, il limite massimo di età non può superare, anche in caso di cumulo di benefici, i 40 anni, ovvero 45 per i mutilati ed invalidi di guerra e per coloro ai quali è esteso lo stesso beneficio.

Si prescinde dal limite di età nei confronti degli impiegati civili di ruolo dello Stato e quelli di ruolo aggiunto;

d) cittadinanza italiana; sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

e) buona condotta;

f) idoneità fisica all'impiego.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione ovvero siano decaduti dall'impiego stesso per averlo conseguito mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

L'esclusione dal concorso per difetto dei requisiti prescritti è disposta con decreto motivato del Ministro.

Art. 3.

Presentazione delle domande di ammissione

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 200, secondo il modello allegato, dovranno pervenire al Ministero della sanità, Ufficio concorsi, nel termine perentorio di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo-data apposto dal Ministero.

Non si terrà conto delle domande che risultino pervenute dopo il termine sopraindicato, anche se spedite per posta o trasmesse con qualsiasi altro mezzo entro il termine medesimo.

I candidati debbono dichiarare nella domanda, oltre al proprio nome e cognome, a pena di esclusione dal concorso:

1) il luogo e la data di nascita nonchè, in caso di superamento del limite di età di anni 32, il titolo che dà diritto all'aumento del limite di età o che consente di prescindere dal medesimo;

2) il possesso della cittadinanza italiana;

3) il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

4) le eventuali condanne riportate (anche se siano stati concessi amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale;

5) il possesso del titolo di studio richiesto, con l'indicazione della data e dell'Università presso la quale è stato conseguito;

6) il possesso del diploma di abilitazione all'esercizio professionale, ovvero del certificato di abilitazione provvisoria, con la indicazione della data e dell'Università presso cui sono stati rispettivamente conseguiti o rilasciati.

I candidati provvisoriamente abilitati all'esercizio professionale che abbiano chiesto ed ottenuto il rilascio del diploma di abilitazione definitiva, previsto dall'art. 8 della legge 8 dicembre 1956, n. 1378, dovranno fare menzione di quest'ultimo titolo;

7) la posizione nei riguardi degli obblighi militari;

8) le lingue estere prescelte, tra quelle indicate nel programma di esame, per la prova obbligatoria e per le eventuali prove facoltative;

9) l'impegno di raggiungere, in caso di nomina, qualunque destinazione;

10) i servizi prestati presso pubbliche Amministrazioni, le cause di risoluzione degli eventuali precedenti rapporti di pubblico impiego con esplicita dichiarazione di non essere incorsi in provvedimenti di destituzione o di revoca o di dispensa o di decadenza, ai sensi dell'art. 128 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Le domande dovranno, inoltre, contenere la precisa indicazione del recapito dei candidati, i quali hanno l'obbligo di comunicare al Ministero le eventuali variazioni del recapito stesso.

La firma, in calce alla domanda, deve essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

L'Amministrazione provvede, d'ufficio, ad accertare il requisito della buona condotta, nonchè le cause di risoluzione degli eventuali precedenti rapporti di pubblico impiego. Si riserva, altresì, di sottoporre i vincitori alla visita di un sanitario di sua fiducia, ai fini dell'accertamento del requisito di cui alla lettera *f*) dell'art. 2 del presente decreto.

Potrà essere concesso un ulteriore breve termine perentorio per la regolarizzazione formale della domanda e dei documenti.

Art. 4

Commissione di esame

La Commissione giudicatrice del concorso, da nominarsi con successivo decreto, sarà composta:

a) da un presidente di sezione o da un consigliere di Stato, presidente;

b) da due impiegati delle carriere direttive, del Ministero della sanità, con qualifica non inferiore a direttore di divisione;

c) da due docenti universitari delle materie su cui vertono gli esami.

Alla Commissione predetta saranno aggregati membri aggiunti per le lingue estere e per l'ordinamento amministrativo dello Stato e legislazione sanitaria.

In caso di impedimento di un qualunque componente della Commissione esaminatrice, esso sarà definitivamente surrogato da altro, scelto nella stessa categoria alla quale lo impedito appartiene.

Un impiegato amministrativo, con qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe, del Ministero della sanità, esercita le funzioni di segretario della Commissione.

Art. 5.

Programma e svolgimento delle prove di esame

Il concorso comprende prove scritte, pratiche ed orali, secondo il programma allegato al presente decreto.

Per lo svolgimento delle prove si osserveranno le norme di cui ai decreti del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e 3 maggio 1957, n. 686.

Tanto le prove scritte, quanto quelle pratiche ed orali avranno luogo in Roma.

Ai candidati sarà data comunicazione della data e della sede dello svolgimento delle prove scritte, di quelle pratiche e di quelle orali nei termini stabiliti dall'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

I candidati, a pena di esclusione, dovranno presentarsi agli esami muniti di un documento di riconoscimento valido.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendenti da inesatta indicazione del recapito da parte del candidato o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali e telegrafici non imputabili a colpa dell'Amministrazione.

L'assenza dagli esami sarà considerata come rinuncia al concorso.

Art. 6.

Valutazione delle prove di esame

Sono ammessi alle prove pratiche ed orali i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Le prove pratiche e la prova orale non s'intendono superate se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi in ciascuna di esse.

La votazione complessiva è stabilita sommando la media dei voti riportati nelle prove scritte, la media dei voti riportati nelle prove pratiche ed il voto ottenuto in quella orale.

Alla votazione predetta sarà, inoltre, aggiunto un ventesimo del punteggio ottenuto in ciascuna prova facoltativa nel cui esperimento di esame il candidato abbia riportato almeno sei decimi.

Art. 7.

Presentazione dei documenti

I candidati che abbiano superato tutte le prove e che intendano far valere i titoli di precedenza o di preferenza nella nomina dovranno far pervenire al Ministero della sanità, Ufficio concorsi, entro il termine perentorio di quindici giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti prescritti per dimostrare il possesso dei titoli stessi.

I titoli di precedenza o preferenza nella nomina sono validi anche se vengono acquisiti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, purchè possano essere documentati entro il termine indicato al comma precedente.

I candidati dichiarati vincitori dovranno far pervenire all'Ufficio di cui sopra, entro il termine perentorio di trenta giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i seguenti documenti:

a) diploma originale o copia notarile autenticata su carta da bollo da L. 200, del titolo di studio prescritto nel precedente art. 2 per l'ammissione al concorso.

Quando il diploma non sia stato ancora rilasciato è consentito di presentare, in sua vece, il certificato-diploma, sulla prescritta carta legale, contenente la dichiarazione di essere quello sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma, sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma il candidato dovrà presentare il relativo duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, oppure un certificato dal quale risulti che è in corso la procedura per il rilascio del duplicato stesso;

b) diploma di abilitazione all'esercizio professionale, ovvero certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio medesimo, in originale o copia autenticata da notaio.

I concorrenti che abbiano ottenuto, in sostituzione del certificato di abilitazione provvisoria, il diploma di abilitazione definitiva, dovranno esibire in originale o copa autenticata da notaio, quest'ultimo titolo;

c) estratto dell'atto di nascita, rilasciato su carta da bollo da L. 100.

Tale documento dovrà essere rilasciato dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine se il candidato è nato nel territorio della Repubblica, ovvero, se nato all'estero, sia già avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile in un Comune italiano.

Qualora detta trascrizione non sia stata ancora eseguita, i candidati nati all'estero potranno produrre un certificato dell'autorità consolare; la firma del funzionario che ha rilasciato il certificato deve essere legalizzata dal Ministro per gli affari esteri o dalle autorità da esso delegate.

I candidati che abbiano superato il 32° anno, dovranno produrre, altresì, i documenti atti a comprovare il diritto all'aumento del limite massimo di età.

d) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine;

e) certificato di godimento dei diritti politici, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza;

f) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 200, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica. Il predetto documento non può essere sostituito con il certificato penale;

g) certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato da un medico militare o da un medico provinciale o da un ufficiale sanitario, dal quale risulti che il candidato possiede l'idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale si riferisce il concorso.

Per gli aspiranti invalidi di guerra ed assimilati, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza dell'aspirante e contenere, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che questi non ha perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesce di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro.

I documenti indicati alle precedenti lettere *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), e *g*) non sono soggetti alla legalizzazione delle firme ai sensi del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678 e la legge 18 marzo 1958, n. 228;

h) documento militare:

1) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa), in bollo da L. 200, rilasciato dall'autorità militare competente.

Anche i candidati che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi sono tenuti a produrre uno dei suddetti documenti;

2) per i candidati che siano stati dichiarati « abili arruolati » dal competente Consiglio di leva ma che, per qualsiasi motivo, non abbiano ancora prestato o non debbano prestare servizio militare:

a) se assegnati in forza ai distretti militari (esercito e aeronautica) copia o estratto del foglio matricolare militare, in bollo da L. 300, rilasciato dal distretto militare competente;

b) se assegnati in forza alle capitanerie di porto: certificato di esito di leva, in bollo da L. 100, rilasciato dalla capitaneria di porto competente.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo;

3) per i candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente Consiglio di leva:

a) se il giudizio è stato adottato dal Consiglio di leva presso il Comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestre): certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco e vistato per conferma dal commissario di leva;

b) se il giudizio è stato adottato presso una capitaneria di porto (candidati assegnati alle liste di leva marittima): certificato di esito di leva, in bollo da L. 100, rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante del porto;

4) per i candidati, infine, che non siano stati ancora sottoposti al *giudizio del Consiglio di leva*: *certificato di iscrizione* nelle liste di leva, in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestre, ovvero dalla capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alla lista di leva marittima.

I seguenti documenti debbono essere di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione:

1) certificato di cittadinanza italiana;
2) certificato di godimento dei diritti politici;
3) certificato generale del casellario giudiziale;
4) certificato medico.

I certificati di cui ai nn. 1) e 2) dovranno attestare, altresì, che gli interessati godevano del possesso dei requisiti della cittadinanza italiana e dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso.

Il personale statale di ruolo e quello di ruolo aggiunto dovrà produrre i seguenti documenti ed è esonerato dalla presentazione degli altri:

1) copia integrale dello stato matricolare, su carta da bollo da L. 300, di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento della comunicazione, rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici;
2) titolo di studio;
3) diploma di abilitazione all'esercizio professionale;
4) certificato medico.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva od in carriera continuativa e quelli in servizio di polizia possono produrre soltanto i seguenti documenti:

1) titolo di studio;
2) diploma di abilitazione all'esercizio professionale;
3) certificato generale del casellario giudiziale;
4) estratto dell'atto di nascita;
5) un certificato rilasciato, su carta da bollo da L. 100, dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella *B*), allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè esibiscano un certificato di povertà ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

Non si ammettono riferimenti a documenti in precedenza presentati a questa od altra Amministrazione.

Tuttavia, i profughi dai territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici o ad atti ivi esistenti, dai quali risultino le posizioni giuridiche e di fatto da comprovare; in tal caso essi dovranno indicare, per tali documenti, le autorità che li hanno rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

I profughi anzidetti hanno, altresì, facoltà di avvalersi di documenti diversi da quelli richiesti dal presente decreto, sempre che idonei a documentare le posizioni da attestare.

Art. 8.
Graduatoria del concorso

La graduatoria dei candidati che avranno superato tutte le prove, tenuto conto delle precedenze e dei benefici di carattere preferenziale, previste dalle disposizioni in vigore, sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e sarà approvata con decreto del Ministro, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego; essa verrà successivamente pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero della sanità. Di tale pubblicazione si darà notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 9.
Nomina dei vincitori

I vincitori del concorso saranno assunti in qualità di medici provinciali di 2ª classe in prova nel ruolo dei medici provinciali dell'Amministrazione della sanità e conseguiranno la nomina in ruolo se ritenuti idonei dal Consiglio di amministrazione, dopo un periodo di prova non inferiore a sei mesi.

Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, il Ministro dichiara la risoluzione del rapporto di impiego, con decreto motivato. In tal caso spetta all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Ai vincitori del concorso, ammessi all'impiego, saranno corrisposti il trattamento economico della qualifica iniziale della carriera, oltre le indennità spettanti in base alle vigenti disposizioni, nonchè il rimborso delle spese per raggiungere la destinazione loro assegnata.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 ottobre 1962

Il Ministro: JERVOLINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 novembre 1962
Registro n. 6, foglio n. 385

PROGRAMMA DI ESAME

Gli esami consistono in tre prove scritte, due prove pratiche ed una prova orale.

Prove scritte

1) *Igiene generale e speciale*

a) Igiene generale:

Suolo: configurazione e struttura geologica e loro influenza sulla salubrità dei luoghi abitati - struttura meccanica - aria del suolo - acque freatiche - temperatura - inquinamento ed autodepurazione del suolo - risanamento dei terreni di aperta campagna.

Acqua: captazione delle acque - criteri per il giudizio di potabilità - approvvigionamento di acqua per i luoghi abitati - causa di inquinamento e metodi di depurazione delle acque - difesa dall'inquinamento delle acque superficiali e profonde.

Aria: fattori fisici - componenti chimici dell'aria e pulviscolo atmosferico, nei loro rapporti con l'igiene - inquinamento dell'aria - nozioni di climatologia - acclimatazione.

Abitazione: scelta e preparazione del terreno - mezzi di difesa contro l'umidità - condizioni igieniche per vari tipi di abitazione per singole famiglie e collettività - ventilazione naturale ed artificiale - riscaldamento e raffreddamento - illuminazione naturale ed artificiale: metodi e valore igienico di essi.

Allontanamento dei materiali di rifiuto: sistema di fognature e loro valore igienico - smaltimento naturale ed artificiale dei liquami - spazzatura domestica e stradale - smaltimento dei materiali di rifiuto - controllo e dispersione degli elementi radioattivi.

Alimentazione: importanza fisiologica delle singole sostanze alimentari - razione alimentare e sue variazioni in rapporto alle singole condizioni individuali (sesso, età, lavoro, stato di salute) - avvelenamenti e tossinfezioni alimentari vigilanza sanitaria sulle bevande e sugli alimenti.

Vestiario: carattere del vestiario d'inverno e d'estate - costituzione e proprietà dei tessuti adoperati per indumenti - igiene della pelle: bagni, effetti fisiologici e loro valore igienico.

b) Igiene speciale:

Igiene rurale: case rurali - alimentazione degli agricoltori - influenza delle diverse coltivazioni ed industrie agricole sulle condizioni igieniche dei luoghi e sulla salute dei contadini - approvvigionamento di acqua ai comuni rurali - educazione igienica del contadino - bonifiche agricole.

Igiene urbana: risanamenti urbani - piani regolatori - salubrità e protezione igienica del suolo urbano (vie, piazze, giardini, pavimentazione, pulizia stradale) - fognatura urbana - macelli - pescherie - mercati - norme igieniche applicabili ai teatri, ai cinematografi, ed agli altri locali di pubblico convegno - cimiteri (inumazioni, tumulazioni, esumazione dei cadaveri) - polizia mortuaria.

Principi informativi di eugenetica antropometrica: igiene dell'infanzia - igiene della gravidanza e del parto - allattamento naturale, artificiale e misto - surrogati del latte - istituzioni per l'assistenza e la protezione sanitaria e sociale dell'infanzia.

Igiene dell'età scolastica: criteri igienici per la costruzione degli edifici scolastici - cubatura, illuminazione, ventilazione, riscaldamento delle aule scolastiche - arredamento - malattie scolastiche orari scolastici e fatica mentale - sorveglianza igienico sanitaria dello scolaro - educazione fisica - igiene dello sport.

Igiene industriale e del lavoro: protezione dell'operaio nel lavoro - ambienti di lavoro - malattia del lavoro - sorveglianza igienico sanitaria sul lavoro e sulle classi lavoratrici.

Igiene ospedaliera: carattere dei vari servizi e reparti di ospedali generali e speciali (ospedali infantili, maternità ed istituti ostetrici, manicomi, ospedali per le malattie infettive) - sanatori ed ospedali speciali per la tubercolosi - compiti dell'ospedale in seno all'organizzazione sanitaria dello Stato - igiene carceraria (edifici per i detenuti).

Igiene dei trasporti: igiene delle navi con speciale riguardo a quelle destinate al trasporto delle persone - profilassi delle malattie infettive a bordo - ordinamento delle difese sanitarie nei porti ed alle frontiere - igiene ferroviaria - disinfezione e disinfestazione delle carrozze viaggiatori e dei carri per il bestiame e le merci.

2) *Epidemiologia, etiopatogenesi, sintomomatologia e profilassi delle malattie infettive*:

a) Generalità sulle malattie infettive - epidemie ed endemie - focolai di endemicità - fonti di infezioni - veicoli meccanismo dell'azione patogena e dei germi - predisposizione individuale - aspetti vari e natura delle immunità - fattori sociali - disinfezione e disinfestazione - profilassi internazionale, nazionale e locale delle malattie infettive.

b) Etiopatogenesi: sintomatologia e profilassi delle seguenti malattie infettive: influenza, epatite epidemica, febbre gialla, mononucleosi infettiva, parotite epidemica, nevrassiti virale, poliomelite, infezioni faringo tonsillari, rabbia, herpes, zoster e varicella, vaiolo ed alastrim, dengue, morbillo, rosolia, tracoma, dermotifo ed altre rikettiosi similari, psittacosi ed ornitosi, febbre Q, scarlattina, malattia reumatica, resipela ed altre infezioni da streptococco, infezioni da meningococco, infezioni gonococciche, brucellosi, peste, febbre tifoidea, infezioni da parassiti e salmonellosi in genere, dissenteria bacillari, colera asiatico, pertosse, carbonchio sintomatico e carbonchio ematico, tetano, difterite, morva, tubercolosi, lebbra, malattie da actinomiceti, trichinosi, febbre ricorrente, leptospirosi, sifilide, leishmaniosi, tripanosimiasi, amebiasi, malaria, scabbia, tigna favosa, afta epizootica, anchilostomiasi, filariosi, filariniosi.

c) aspetti di importanza medico-sociale dei seguenti argomenti: la trasfusione del sangue, le malattie veneree, i tumori maligni, l'assistenza ai dimessi dal sanatorio, schermografia, l'assistenza ai discinetici, reumatismo e le cardiopatie.

3) *Lingua estera*:

Traduzione dall'italiano in una delle seguenti lingue: francese, inglese, tedesco, spagnolo a scelta del candidato per la cui esecuzione è ammesso l'uso del vocabolario.

Il candidato può, inoltre, chiedere di sostenere una o più prove facoltative di lingue, sempre scelte tra le quattro summenzionate, ma diverse da quella scelta per la prova obbligatoria.

Prove pratiche

1) Prova di clinica medica: esame di un infermo e riconoscimento della malattia;

2) Prova di laboratorio:

a) prelevamento dei campioni ed esame microscopico e batteriologico di acque potabili;

b) prelevamento di sangue e di materiali patologici vari ed esecuzione delle prove microscopiche, batteriologiche e biologiche dirette ad accertare la diagnosi delle principali malattie;

c) riconoscimento dei più importanti parassiti animali;

d) saggi chimici, e ricerche microscopiche e giudizio igienico interno alla genuinità e conservazione delle principali sostanze alimentari (carne, latte e derivati, farina, mais, olii, vini, alcool) ed alla salubrità delle acque potabili e dell'aria atmosferica;

e) prova fisica applicata all'igiene (idrometrica, barometrica, fotometrica).

Prova orale

a) le materie delle prove scritte;

b) statistica e demografia;

a) valori segnaletici del movimento e della distribuzione di un fenomeno (media aritmetica semplice e ponderata, distribuzione in seriazione, curva binominale, mediana, scostamento quadratico medio, rette interpolari, indici di va-

riabilità), valori segnaletici dei rapporti tra i vari fenomeni (numeri indici, rapporti di composizione e di derivazione, indici di covariazione, prove di significatività, rappresentazioni grafiche);

b) stato e movimento della popolazione: censimenti, nascite (quozienti di nuzialità, natalità e fecondità), morti (*quozienti di mortalità, mortalità specifiche, abortività e natimortalità*, mortalità infantile, mortalità materna), tavole di mortalità, curva di sopravvivenza, durata normale della vita, vita probabile, vita media e probabilità di morte, quozienti di letalità morbosità e morbilità;

c) ordinamento amministrativo dello Stato e legislazione sanitaria (nozioni generali);

d) lingua estera obbligatoria ed eventuali altre facoltative (conversazione, lettura e traduzione a vista di un brano di natura tecnica).

Schema della domanda da inviare
su carta da bollo da L. 200

Al Ministero della sanità
Ufficio concorsi. ROMA.

Il sottoscritto . .., nato a (Prov. di .) il ., residente in via chiede di essere ammesso al concorso per esami a 15 posti di medico provinciale di 2ª classe in prova nella carriera direttiva dei medici provinciali dell'Amministrazione della sanità.

Fa presente (solo per coloro che, avendo superato il 32° anno di età abbiano diritto all'elevazione del suddetto limite) di aver diritto all'aumento dei limiti di età ai sensi dell'art. 2 del bando in quanto (indicare con esattezza il titolo che dà diritto all'aumento del limite).

Il sottoscritto dichiara

1) di aver conseguito il diploma di laurea in medicina e chirurgia in data (presso l'Università di .,

2) di essere in possesso del diploma di abilitazione allo esercizio professionale (o del certificato di abilitazione provvisoria), conseguito (o rilasciato) in data presso (o dell'Università di .);

3) di essere cittadino italiano;

4) di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di .,

5) di non aver riportato condanne penali (in caso contrario indicare le eventuali condanne e se vi siano stati amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale);

6) di essere, nei confronti degli obblighi militari, nella seguente posizione ..

Il sottoscritto dichiara, sotto la sua responsabilità, di non essere mai stato dipendente da altra Amministrazione dello Stato (oppure di essere dipendente dal Ministero in qualità di in servizio a presso ovvero di essere stato dipendente del Ministero in qualità di e di aver lasciato il servizio il ma non per provvedimenti di destituzione, dispensa o decadenza dall'impiego).

Per la prova obbligatoria di lingua straniera sceglie la lingua e per la prova di lingua facoltativa quella di

Il sottoscritto dichiara, infine, di essere disposto a raggiungere qualsiasi destinazione in caso di nomina.

addì

(firma)

N. B. — Indirizzo presso cui si desidera vengano inviate eventuali comunicazioni impegnandosi a comunicare le eventuali variazioni successive e riconoscendo che il Ministero della sanità non assume la responsabilità in caso di irreperibilità del destinatario.

La firma dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione di firme previste dalla legge 3 dicembre 1942, n. 1700. Per i dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo dell'autenticazione, il visto del capo dell'Ufficio presso il quale prestano servizio.

(7217)

MINISTERO DELLA SANITA'

ISTITUTO SUPERIORE DI SANITÀ

Concorso per titoli integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato a sei posti di inserviente in prova nel ruolo della carriera ausiliaria del personale addetto agli uffici dell'Istituto superiore di sanità.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, relativo alle norme di esecuzione del predetto testo unico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 agosto 1959, n. 750;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, concernente norme per la presentazione delle domande e dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visti il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, e la legge 18 marzo 1958, n. 228, contenenti nuove norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione di firme;

Accertato che, effettuate le riserve previste dalla legge 3 giugno 1950, n. 375, nel ruolo della carriera ausiliaria del personale addetto agli uffici dell'Istituto superiore di sanità, risultano disponibili complessivamente sei posti;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un pubblico concorso per titoli integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato a sei posti di inserviente *i. prova (coefficiente 142) nel ruolo della carriera ausi*liaria del personale addetto agli uffici dell'Istituto superiore di sanità.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

1) cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

2) compimento degli studi elementari (5ª elementare);

3) *buona condotta*;

4) idoneità fisica all'impiego: l'Istituto si riserva di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso;

5) età non inferiore agli anni 18 e non superiore agli anni 32.

Il limite massimo di cui sopra è elevato:

1) di due anni: per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso nonchè di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

2) di anni cinque

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione;

b) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

c) per coloro che appartengono alle altre categorie alle quali sono applicabili i benefici previsti dalle disposizioni in vigore a favore dei combattenti.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare anche se sia successivamente intervenuta amnistia o commutazione di pena e coloro che si trovino nei casi previsti dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con la legge 23 febbraio 1952, n. 93;

d) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia e dalla Somalia, limitatamente, per questi ultimi, a quelli rimpatriati fino al 31 marzo 1950;

e) per *i profughi dai territori sui quali, in seguito al* trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano;

f) per i profughi dai territori esteri;

g) per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra.

3) il limite massimo è elevato ad anni 39:

a) per i combattenti o assimilati decorati di medaglia o di croce al valore militare e per i promossi per merito di guerra;

b) per i capi di famiglia numerosa (costituita da almeno 7 figli viventi computati tra essi anche i figli caduti in guerra).

Le elevazioni di cui al precedente n. 1) si cumulano con elevazioni contemplate ai numeri 2) e 3), purchè complessivamente non superino i 40 anni.

Il limite massimo di età è protratto sino a 40 anni, ritenendosi però assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante:

a) per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali e di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale;

b) per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico e da altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale, soppressi e messi in liquidazione in applicazione della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, semprechè non siano decorsi cinque anni dalla data di cessazione del rapporto d'impiego.

Ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944, ferma restando il limite massimo di anni 40.

4) il limite massimo di età è protratto a 45 anni, ritenendosi parimenti assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per i mutilati ed invalidi di guerra e categorie equiparate.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso, già rivestano la qualifica di impiegati dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti delle Amministrazioni dello Stato, purchè in possesso degli altri requisiti.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso.

L'esclusione dal concorso per difetto dei requisiti prescritti è disposta con decreto motivato del Ministro per la sanità.

Art. 3.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo da L. 200, indirizzata al direttore dell'Istituto superiore di sanità, dovrà pervenire o essere presentata all'ufficio del personale dell'Istituto stesso, viale Regina Elena n. 299, Roma, entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorrono dal giorno sucessivo a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il ritardo nella presentazione della domanda, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la inammissibilità del candidato al concorso.

La data di arrivo delle domande sarà stabilita e comprovata esclusivamente dal bollo a data che, a cura dell'indicato ufficio del personale, verrà apposto su ciascuna di esse.

Nella domanda di ammissione gli aspiranti debbono dichiarare:

1) cognome e nome (scritti in stampatello se la domanda non sia dattiloscritta);

2) luogo e data di nascita, nonchè in caso di superamento del limite massimo di età di 32 anni, i titoli che dànno diritto alle eventuali elevazioni di tale limite;

3) il possesso della cittadinanza italiana;

4) il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o cancellazione dalle liste medesime;

5) se abbiano riportato o meno condanne penali;

6) il titolo di studio di cui sono in possesso;

7) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

8) domicilio e indirizzo al quale desiderano che siano trasmesse le eventuali comunicazioni;

9) i servizi eventualmente prestati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza degli aspiranti.

Per i dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Per coloro che prestano servizio militare è sufficiente il visto del comandante del Corpo al quale appartengono.

Alla domanda dovranno essere uniti i titoli che il concorrente intenda presentare ai fini della valutazione di merito, E' fatto obbligo unire alla domanda un elenco in duplice copia dei titoli.

I titoli che pervengano dopo il termine di presentazione delle domande non saranno presi in considerazione.

Art. 4.

Il concorso è per titoli e sarà integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato.

La suddetta prova pratica di scrittura consisterà nella dettatura di un brano di prosa italiana di lunghezza non inferiore a 15 righe di stampa.

Essa non si intenderà superata se i candidati avranno conseguito un voto inferiore ai sei decimi.

La votazione complessiva è determinata sommando il voto conseguito nella valutazione dei titoli e quello riportato nella prova pratica.

Per lo svolgimento di tale prova si osserveranno le norme di cui ai decreti del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e 3 maggio 1957, n. 686.

La Commissione esaminatrice sarà nominata con successivo decreto.

Ai candidati ammessi al concorso sarà data comunicazione non meno di quindici giorni prima dell'inizio della prova stessa del giorno, dell'ora e dei locali in cui la predetta prova pratica avrà luogo.

Per sostenere la suddetta prova pratica i candidati dovranno essere muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente, applicata sul prescritto foglio di carta da bollo con firma dell'aspirante autenticata;

b) tessera postale;

c) porto d'armi;

d) patente automobilistica;

e) passaporto;

f) carta di identità;

g) libretto ferroviario.

L'Istituto non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendente da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'Istituto stesso.

Art. 5.

I concorrenti che avranno superato la prova pratica dovranno presentare o far pervenire all'ufficio del personale dell'Istituto superiore di sanità, entro il termine perentorio di giorni venti che decorrono dal giorno successivo a quello di ricezione del relativo invito i documenti prescritti, rilasciati a termini delle disposizioni vigenti, per dimostrare gli eventuali titoli di precedenza o preferenza previsti dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Gli impiegati dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti delle Amministrazioni dello Stato dovranno presentare una copia dello stato di servizio civile, con l'indicazione delle qualifiche riportate nell'ultimo triennio, rilasciata dalla competente Amministrazione centrale.

I dipendenti non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato presenteranno un certificato rilasciato dalla competente Amministrazione centrale, dal quale risultino gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma, la data di inizio, la durata e la natura del servizio e se questo sia stato prestato lodevolmente.

Art. 6.

Con decreto ministeriale, riconosciuta la regolarità del procedimento, sarà approvata la graduatoria di merito e verranno dichiarati, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego, i vincitori.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei saranno pubblicate nel Bollettino ufficiale del Ministero della sanità. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dalla data di pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorrà il termine per le eventuali impugnative.

Art. 7.

I concorrenti utilmente collocati in graduatoria dovranno presentare o far pervenire all'ufficio del personale dell'Istituto superiore di sanità, entro il termine perentorio di giorni trenta, che decorrono dal giorno successivo a quello di ricezione del relativo invito, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 100.

I candidati che beneficiano delle disposizioni speciali per l'elevazione del limite massimo di età dovranno produrre la documentazione necessaria atta a comprovare il possesso dei rispettivi requisiti, ove non abbiano già prodotto detti documenti ai fini della precedenza o della preferenza a termini del precedente art. 5);

2) certificato di cittadinanza italiana, rilasciata su carta da bollo da L. 100;

3) certificato su carta da bollo da L. 100 dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti ne impediscano il possesso;

4) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 200;

5) certificato medico, su carta da bollo da L. 100, rilasciato da un medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti l'idoneità fisica dell'aspirante al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale si riferisce il presente bando, il certificato deve altresì contenere l'attestazione relativa agli accertamenti sierologici del sangue ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

Nel caso che l'aspirante abbia qualche imperfezione, il certificato medico dovrà contenere una esatta descrizione della medesima, nonchè la dichiarazione che essa non è tale da menomare l'attitudine fisica all'impiego.

Il certificato medico che presenteranno i candidati mutilati o invalidi di guerra od assimilati, dovrà contenere una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, la dichiarazione che l'aspirante non può riuscire di pregiudizio alla salute e alla incolumità dei compagni di lavoro e che le sue condizioni fisiche lo rendano idoneo a disimpegnare le mansioni dell'impiego al quale concorre;

6) titolo originale di studio o copia su carta da bollo da L. 300 autenticata da notaio;

7) copia su carta da bollo da L. 200 dello stato di servizio militare (salvo che non sia stata già presentata ai fini indicati nell'art. 5) o del foglio matricolare o del foglio di congedo illimitato ovvero certificato su carta da bollo relativo all'esito di leva, debitamente vidimato o di iscrizione nelle liste di leva.

Gli impiegati dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti delle Amministrazioni dello Stato potranno limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 5) e 6) del presente articolo e la copia integrale dello stato di servizio civile previsto dall'art. 5 salvo che non l'abbiano già presentata per i fini ivi considerati.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva ed in carriera continuativa potranno limitarsi a presentare i documenti di cui ai numeri 1), 4) e 6) del presente articolo e un certificato rilasciato su carta da bollo da L. 100 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica all'impiego al quale aspirano. Tale certificato dovrà contenere altresì la dichiarazione che il candidato è stato sottoposto agli accertamenti sierologici del sangue ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4) e 5) del presente articolo dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi da quella della lettera di invito indicata nel presente articolo.

Art. 8.

I vincitori del concorso che avranno presentato nel termine di cui all'art. 7 i documenti prescritti saranno assunti in prova e, dopo un periodo non inferiore ai sei mesi, conseguiranno, previo giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione per il personale ausiliario, la nomina ad inserviente nel ruolo della carriera ausiliaria del personale addetto agli uffici dell'Istituto superiore di sanità.

Art. 9.

Ai vincitori del concorso, ammessi all'impiego, sarà corrisposto durante il periodo di prova il trattamento economico previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19.

Il direttore dell'Istituto superiore di sanità è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 24 novembre 1962

Il Ministro: JERVOLINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1962
Registro n. 7 Sanità, foglio n. 153

(231)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Posti conferibili agli assistenti universitari ordinari mediante concorsi riservati, ai sensi del decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177.

In ottemperanza al disposto di cui al decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 94, parte prima, del 20 aprile 1959, relativo al passaggio degli assistenti universitari ordinari mediante esame-colloquio nel ruolo di altre pubbliche Amministrazioni, il Ministero della pubblica istruzione, udite le Amministrazioni interessate, dà notizia che sono conferibili agli assistenti universitari medesimi per l'anno 1963, nelle carriere previste dalla tabella allegata al succitato decreto, i seguenti posti:

Ministero della difesa-Marina:

Carriera direttiva del personale del Laboratorio sperimentale di La Spezia — posti 1

Ministero delle finanze:

Direzione generale dogana e Imposte dirette:
carriera direttiva delle Imposte di fabbricazione — posti 2
Direzione generale del Catasto e servizi tecnici erariali
carriera direttiva iniziale dei servizi tecnici erariali — posti 15

Ministero di grazia e giustizia:

Direzione generale per gli istituti di previdenza e pena
Ruolo tecnico sanitario — posti 2
(Riservato assistenti universitari ordinari cattedre Clinica e malattie nervose e mentali o psicologia sperimentale)

Ministero dei lavori pubblici:

Direzione generale affari generali e del personale:
Carriera tecnica direttiva degli ingegneri del Genio civile — posti 24

Amministrazione dei monopoli di Stato:

Direzione generale per i servizi degli affari generali e del personale:
Ruolo personale tecnico carriera direttiva:
a) branca « Coltivazioni tabacchi » — posti 1
(per laureati in Scienze agrarie)
b) branca « Manifattura tabacchi » — » 3
(per laureati in ingegneria civile o industriale)
c) branca « Sali e chinino » — » 2
(per laureati in ingegneria civile o industriale)

Ministero delle poste e delle telecomunicazioni:

Direzione centrale personale:
Ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico delle telecomunicazioni (tabella *c*) — posti 8
Carriera direttiva del personale tecnico delle costruzioni e degli impianti tecnologici (tabella *d*) — » 2
Carriera direttiva del personale tecnico dei trasporti (tabella *e*) — » 1

Ministero della pubblica istruzione

Direzione generale Accademie e biblioteche:
Carriera direttiva del personale delle biblioteche pubbliche governative — posti 8

Direzione generale del personale e degli affari generali e amministrativi:
Carriera direttiva Amministrazione centrale . posti 3

Ministero dell'industria e del commercio:
Direzione generale affari generali:
Carriera direttiva Amministrazione centrale . posti 2
Carriera direttiva (ingegneri) del Corpo delle miniere . . . . » 3
Carriera direttiva (direttori) degli UU.PP.I.C. » 6
Carriera direttiva (capi ufficio statistica) degli UU.PP.I.C. . . . . » 4

Ministero dell'agricoltura e foreste:
Direzione generale affari generali dei servizi ispettivi del coordinamento legislativo e del personale:
Ruolo sperimentatori:
Chimica agraria . . . . posti 1
Agronomia . . . . » 1
Industrie agrarie . . . . » 1

Ministero dei trasporti:
Azienda autonoma delle Ferrovie dello Stato:
Carriera direttiva . . . . posti 4

Ministero della pubblica istruzione:
Ruolo degli ispettori archeologi . . . . posti 4
Ruolo degli ispettori storici dell'arte . . . » 4
Ruolo degli architetti . . . . » 5

Nei relativi bandi di concorso che, a cura delle Amministrazioni sopra indicate, saranno pubblicati entro il corrente mese di gennaio saranno precisati i particolari requisiti richiesti e gli adempimenti necessari per la partecipazione ai concorsi medesimi.

In linea di massima i candidati debbono essere in possesso dei seguenti requisiti:

1) siano nominati in seguito a concorso, ai sensi dell'art. 130 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore (regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592) e successive modificazioni e del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, modificato e ratificato con legge 24 giugno 1950, n. 465, ed ulteriormente modificato con legge 18 marzo 1958, n. 349 (Stato di servizio rilasciato dal Ministero della pubblica istruzione);

2) abbiano almeno cinque anni di continuato e lodevole servizio quali assistenti di ruolo (attestato di continuato e lodevole servizio del rettore), alla data della scadenza dei termini utili per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

3) siano assistenti ordinari presso le cattedre previste per ogni singola materia, dalla tabella annessa al decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177, o presso cattedre dichiarate equivalenti ai sensi del secondo comma dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica medesimo.

Per la partecipazione ai concorsi suddetti, si prescinde dal limite di età.

L'esame consisterà in un colloquio vertente sulle materie che sono oggetto della prova orale del pubblico concorso il cui programma sarà precisato nel bando a cura delle Amministrazioni interessate. Quando il concorso preveda anche prove pratiche, il colloquio sarà integrato dalle medesime prove.

Il punto minimo necessario per il conseguimento della idoneità è di 7/10.

La graduatoria degli idonei sarà fatta secondo l'ordine dei punti riportati.

Le domande di ammissione ai concorsi riservati di cui al presente avviso, da redigersi in carta da bollo da L. 200 e corredate dai documenti di cui ai numeri 1) e 2), oltre quelli eventualmente richiesti dai rispettivi bandi, dovranno essere indirizzate alle Amministrazioni interessate, tramite l'Università o l'Istituto di istruzione superiore di appartenenza.

Roma, addì 11 gennaio 1963

p. *Il Ministro*: SCARASCIA-MUGNOZZA

(278)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Diario delle prove scritte del concorso per esame a sessantadue posti di consigliere di 2ª classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico delle telecomunicazioni (tabella C) dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni.

Le prove scritte del concorso per esame a sessantadue posti di consigliere di 2ª classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico delle telecomunicazioni (tabella *C*) dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni, bandito con decreto ministeriale del 18 agosto 1961, n. 931, avranno luogo in Roma, presso l'Istituto superiore delle poste e delle telecomunicazioni, viale Trastevere n. 189, nei giorni 6, 7 e 8 febbraio 1963, con inizio alle ore otto.

(279)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.